
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 MAI 1921.

PROJET DE LOI ORGANIQUE DES ÉLECTIONS PROVINCIALES

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but de déterminer le nombre et la répartition des conseillers provinciaux et d'organiser les opérations des élections provinciales.

Les conditions de l'électorat font l'objet d'une proposition de loi dont la Chambre est saisie et sur laquelle le Parlement pourra se prononcer indépendamment du projet ci-joint.

La réforme du régime électoral provincial soulevait une série de questions importantes concernant la détermination du nombre total des conseillers par province et leur répartition entre les circonscriptions électorales, le mode de formation de ces circonscriptions, le système de votation, de répartition des sièges et de désignation des élus.

Une commission mixte, instituée par un arrêté ministériel du 20 janvier dernier a été chargée d'examiner ces questions et de formuler un avant-projet mettant en œuvre les solutions qu'elle proposerait.

Cette commission a terminé ses travaux et a soumis au Gouvernement un avant-projet de loi auquel celui-ci se rallie entièrement. Le rapport qui l'accompagne et dont le texte est reproduit ci-après justifie d'une façon claire et complète les diverses propositions de la commission.

Une disposition transitoire ajoutée au projet charge le Roi de dissoudre les conseils provinciaux et de pourvoir à la convocation des collèges électoraux pour le renouvellement intégral des conseils provinciaux ainsi qu'à l'installation des nouveaux conseils.

Cette disposition, analogue à celle qui a fait l'objet d'une loi du 11 avril 1894, est justifiée par les circonstances.

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,*

H. CARTON DE WIART.

RAPPORT

de la Commission de revision de la loi électorale provinciale.

Nombre et répartition des conseillers provinciaux.

De tous temps il a été reconnu impossible d'adopter pour toutes les provinces la même proportion de conseillers par rapport au chiffre de la population. Ce chiffre, inférieur pour telle province à 250,000 habitants, dépasse le million, voire un million et demi pour telle autre. Un diviseur uniforme, un conseiller par 10,000 habitants, par exemple, — amènerait à constituer ici une assemblée délibérante exagérément nombreuse, un véritable parlement, et là une assemblée de quelques membres seulement. Aussi, dès l'origine, en 1832, a-t-on fixé un *diviseur spécial pour chaque province*. Le tableau de répartition annexé à la loi provinciale du 30 avril 1836 était établi d'après des bases de répartition variant de un conseiller par 3,000 habitants à un conseiller par 10,000 habitants suivant la province et plusieurs lois ont successivement modifié les proportions de 1836 en tenant compte de l'accroissement inégal de la population.

Après chaque recensement décennal établissant officiellement, commune par commune, le chiffre de la population du Royaume, le tableau de répartition des conseillers provinciaux était révisé, chacun des cantons se voyant assigner autant de conseillers que sa population comprenait de fois le diviseur fixé, les fractions supérieures à la moitié du diviseur étant forcées et les fractions inférieures négligées. Encore, par égard pour les situations acquises, s'est-on toujours abstenu de réduire la représentation des cantons qui auraient dû perdre un siège. Dans ces conditions, toute répartition nouvelle ne pouvait se traduire que par une augmentation du nombre total des conseillers provinciaux et par un défaut croissant de proportionnalité dans la province même.

Il a paru à notre Commission qu'il serait préférable d'arrêter, pour la fixation du diviseur, des règles fixes ne laissant aucune place aux hésitations et aux tâtonnements et d'assurer, par l'abandon du privilège, devenu peu justifiable, des positions acquises, une plus exacte proportionnalité. C'est pourquoi, adoptant le système de la loi communale, notre Commission propose d'arrêter définitivement le rapport entre le nombre des conseillers provinciaux et le nombre des habitants de la province constaté par le recensement décennal le plus récent, en inscrivant dans la loi provinciale un article ainsi conçu :

« Le conseil provincial est composé de :

- » 80 membres dans les provinces de moins de 250,000 habitants,
- » 60 — — — 250,000 à 500,000 —
- » 70 — — — 500,000 à 750,000 —
- » 80 — — — 750,000 à 1,000,000 —
- » 90 — — — 1,000,000 d'habitants et au-dessus. »

La répartition, dans chaque province, des conseillers entre les cantons ou autres circonscriptions électorales se ferait en divisant le chiffre de leur population par le nombre de conseillers qui y correspond d'après la loi et en attribuant à chaque canton autant de conseillers que le quotient de cette division est compris de fois dans le chiffre de population du canton, les fractions les plus fortes étant forcées à concurrence du nombre des sièges restant à répartir.

Ainsi, aucune part n'est laissée à l'arbitraire. L'opération, la répartition nouvelle dans les deux ans qui suivent le recensement décennal — est purement arithmétique.

L'échelonnement proposé — par tranches de 250,000 habitants et de 10 conseillers — donnerait actuellement, d'après les résultats du recensement général de 1910, le nombre suivant de conseillers par province :

Anvers	80
Brabant	90
Flandre Occidentale	80
Flandre Orientale.	90
Hainaut	90
Liège	80
Limbourg	60
Luxembourg	80
Namur	60

Soit pour le Royaume tout entier, 680 conseillers provinciaux au lieu de 669, nombre actuel.

La composition numérique des conseillers provinciaux ne sera que faiblement modifiée; accrue dans cinq provinces, légèrement réduite dans les quatre autres, la plus forte réduction étant de quatre sièges.

Circonscriptions électorales.

Jusqu'ici les élections provinciales se sont faites par cantons de justice de paix. Ces cantons étant d'importance très différente quant au nombre de leurs habitants, leur représentation au Conseil provincial est naturellement très différente aussi. Plus de cent cantons, — exactement 104 sur 222 — n'ont droit qu'à un ou deux conseillers. Encore en est-il qui ne doivent leur unique conseiller qu'au bénéfice du maintien des situations acquises.

On a vu longtemps dans cette situation, un obstacle à l'application de la représentation proportionnelle.

Notre Commission, unanimement favorable à cette application, mais soucieuse de ménager les intérêts régionaux divers de la province, a examiné dans cette pensée les différents systèmes antérieurement préconisés. L'un d'eux, celui que la Section centrale de la Chambre des Représentants avait accueilli avec faveur en 1909 a particulièrement retenu son attention.

Dans ce système où les circonscriptions sont maintenues intégralement dans leurs limites actuelles, les candidats appartenant, d'après leurs déclarations, à un même parti, un même groupe électoral peuvent bien que présentés dans des cantons différents du même arrondissement s'unir « s'apparenter » suivant l'expression nouvelle. Et, en ce cas, les voix obtenues dans tous ces cantons sont totalisées et c'est d'après les totaux d'arrondissement et proportionnellement à leur importance que se fait la répartition des mandats. Toutefois préalablement à la répartition générale, une première attribution de sièges est faite dans chaque canton, considéré isolément, à raison d'un diviseur assez élevé pour qu'il reste partout un ou plusieurs mandats à conférer par la seconde répartition. Les collèges électoraux cantonaux sont ainsi dans une certaine mesure des sections d'un collège électoral d'arrondissement; certains de leurs élus sont plutôt les élus de ce collège que leurs propres.

A côté d'avantages incontestables, ce système a un défaut grave. Il sacrifie les petits cantons, ceux qui ne disposent que d'un siège ou même de deux. Ces cantons ne retireraient généralement rien de la première répartition : certainement rien s'ils n'ont qu'un conseiller à élire. Leurs votes seraient déversés en totalité dans la masse commune et pour peu qu'ils arrivent dans les derniers à la répartition finale (l'unique pour eux), ils seraient exposés à se voir imposer, pour les représenter au sein du Conseil provincial, des mandataires repoussés à la presque unanimité de leurs voix. Les groupes auxquels appartenaient les candidats de leur choix auront pu, en effet, obtenir la plénitude de leur droit dans d'autres cantons servis les premiers.

Ce danger n'est pas à craindre au même point dans les collèges électoraux élisant au moins 4 ou 5 conseillers, car là, la plupart des élus sont véritablement les élus directs de la circonscription même; la délégation du canton auprès du Conseil provincial n'est que complétée par l'appoint des voix perdues dans les circonscriptions voisines.

Pour ces motifs, notre Commission a été unanime dans la décision de ne pas maintenir des collèges n'élisant qu'un ou deux conseillers. A quel minimum fallait-il s'arrêter? L'un des membres de la Commission proposait le minimum de trois seulement, estimant ce minimum suffisant pour que la Proportionnelle produise ses effets et désirable pour éviter de devoir fusionner des cantons à intérêts nettement distincts. Un autre membre suggérait, au contraire, l'adoption pour circonscription électorale, de l'arrondissement administratif tout entier.

Après discussion, la Commission s'est arrêtée au minimum de 4 ou 5 conseillers : plutôt 5 que 4, conciliant ainsi la représentation des intérêts régionaux — qu'auraient compromis des groupements trop étendus — avec la représentation proportionnelle des groupes politiques.

La base admise est le canton électoral créé et défini par le Code électoral en son article 137 pour les élections législatives, sauf à réunir deux ou plusieurs de ces cantons appartenant au même arrondissement administratif en une seule circonscription élisant au moins 5 (ou 4) conseillers. La circonscription nouvelle, sous la dénomination de « district électoral », aurait pour chef-lieu la commune qui lui donne son nom, c'est-à-dire, en fait, le chef-lieu du canton si le district n'en comprend qu'un et, s'il en comprend plusieurs, celui des chefs-lieux de cantons judiciaires ayant la population la plus forte. Le chiffre de la population considéré est celui du dernier recensement général. Actuellement, c'est encore celui du recensement opéré le 31 décembre 1910. Aucun canton électoral n'est divisé en plusieurs districts si élevé que soit le nombre des sièges qui lui reviennent. Ainsi, les cantons de justice de paix ayant un chef-lieu commun ne forment, réunis, qu'un seul district électoral et il devient désormais inutile de scinder les listes électorales du chef-lieu. D'où abrogation des articles 3 et 40 de la loi du 22 avril 1898.

Ces règles étant admises, la formation des circonscriptions nouvelles par réunion de cantons électoraux a pu se faire presque sans hésitation, et c'est à l'unanimité moins une voix que notre Commission a arrêté le tableau de répartition qui accompagne l'avant-projet de loi ci-joint. La seule opposition était fondée sur le désir de voir maintenir isolés les cantons disposant de trois sièges seulement.

Si le groupement proposé est admis, le pays comprendrait 101 districts électoraux. Dans 62 d'entre eux, le nombre des conseillers serait de 5 à 7. Un seul district, celui de Furnes-Nieuport, n'obtient que 3 conseillers. Un groupement plus étendu n'était pas possible, la circonscription embrassant l'arrondissement tout entier. 13 districts n'éliront que 4 conseillers et 19 districts en éliront de 8 à 10. Ce chiffre de 10 n'est dépassé que dans 6 districts dont le territoire comprend des chefs-lieux de province qui à eux seuls disposent de plus de 10 sièges (Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Bruges et Namur).

Au surplus, voici la répartition des districts entre les provinces :

Provinces.	Nombre de districts électoraux dont le nombre de conseillers est de :									Total.
	3	4	5	6	7	8	9	10	Plus de 10	
Anvers	—	2	1	1	—	2	1	1	1	9
Brabant	—	—	6	4	2	1	—	—	1	14
Flandre Occidentale. .	1	1	4	1	2	1	—	1	1	12
Flandre Orientale . .	—	1	5	4	1	2	—	—	1	14
Hainaut.	—	1	1	7	3	1	—	1	—	14
Liège	—	1	2	2	2	—	2	—	1	10
Limbourg	—	2	3	1	1	3	—	—	—	10
Luxembourg	—	3	2	2	1	—	1	—	—	9
Namur	—	2	3	1	—	1	1	—	1	9
Total	1	13	27	23	12	11	5	3	6	101

Il est hautement désirable de donner aux groupements opérés pour créer les districts électoraux un caractère de fixité qui les soustraie aux vellétés de remaniement qui se produiraient presque inmanquablement chaque fois qu'un nouveau recensement de la population amènerait la revision de la répartition des conseillers entre les districts électoraux de la province. Il y aurait danger à remettre tous les dix ans en question la « géographie électorale » actuellement arrêtée dans une atmosphère de commune entente. Aussi proposons-nous d'incorporer le tableau des circonscriptions dans la loi provinciale même en remplaçant l'article 2 de cette loi organique par le texte ci-après :

« **ART. 2.** — Le conseil provincial est élu directement par les collèges électoraux. Les élections se font par districts électoraux ayant pour limites celles des cantons électoraux visés à l'article 137 du Code électoral. Un district peut comprendre deux ou plusieurs cantons électoraux.

» Le groupement de ceux-ci, la désignation des chefs-lieux de district, le nombre des conseillers attribués à chaque district sont fixés conformément au tableau annexé à la présente loi. Toutefois la répartition des conseillers entre les districts électoraux sera révisée et mise en rapport avec la population au plus tard dans les deux années qui suivront chaque recensement décennal de la population du Royaume ».

L'article 38 de l'avant-projet de loi prévoit cette modification à la loi provinciale.

Représentation proportionnelle.

Notre Commission a examiné les divers systèmes de représentation proportionnelle qui pourraient être appliqués aux élections provinciales.

Ses préférences se sont portées sur le système actuellement en vigueur pour les élections législatives.

Une longue expérience, — de plus de vingt années — en a montré les mérites et les facilités de fonctionnement. Mieux que tout autre, il tend à réaliser, dans chaque circonscription l'uniformité de proportion entre le nombre des électeurs de chaque parti ou groupe politique et le nombre de leurs représentants et cela en érigeant en principe « qu'un bulletin ne peut exprimer qu'un seul vote et ne peut exercer d'influence que sur la collation d'un seul mandat ». Ce sont les termes mêmes de l'exposé des motifs du projet de loi de 1899 instaurant la R. P. dans les élections législatives. « Un élu, — poursuivait cet exposé des motifs, — ne revient pas à chaque électeur, mais seulement à chacun des groupes représentant le quotient électoral. Un suffrage n'est décisif dans une élection que parce qu'il rencontre le concours d'autres suffrages en nombre suffisant pour entraîner le choix d'un représentant ou d'un sénateur. Logiquement, dès qu'on part de cette idée fondamentale, il ne peut plus être question de panachage ».

Ces considérations nous paraissent avoir conservé toute leur valeur, renforcée encore par l'abandon du « vote plural ». On peut y ajouter que la formule : « un électeur, un suffrage », égalise la puissance électorale des

électeurs appartenant à des circonscriptions différentes appelées à élire l'une un grand nombre, l'autre un faible nombre de mandataires.

Tout en adoptant le système du Code électoral actuel, nous y avons apporté certaines modifications qui constituent des simplifications, notamment en ce qui concerne la désignation des suppléants.

Aujourd'hui, dans l'élection législative, lors de la présentation des candidatures, des candidats à la suppléance peuvent être proposés en même temps que les candidats aux fonctions effectives et dans le même acte. Les candidats des deux catégories sont classés séparément. L'élection est double. Et, tout naturellement, il en résulte que parfois, dans l'une ou l'autre liste, des candidats titulaires qui, d'après les prévisions de leurs parrains, devaient arriver en ordre utile, n'y arrivent pas et sont définitivement éliminés alors que des suppléants, présentés en ordre subsidiaire, sont appelés à siéger par suite de vacances. Il est plus rationnel d'admettre que la suppléance appartienne aux candidats qui, après les élus, ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Cette solution s'est évidemment présentée tout d'abord à l'esprit, et ce qui l'a fait écarter, c'est la constatation suivante :

La distribution, par voie de dévolution, des votes de liste s'épuise sur les premiers candidats à concurrence du nombre des sièges revenant à la liste, si bien que les candidats suivants n'ont, comme total de voix acquises, que les seuls votes nominatifs, personnels, généralement très peu nombreux. C'est uniquement ce faible nombre de voix qui déterminerait leur classement et leur désignation en qualité de 1^{er}, 2^{me}, 3^{me}, conseillers suppléants, la grande masse du corps électoral favorable à l'ordre des présentations n'y intervenant en rien.

Pour éviter un tel résultat, manifestement contraire au vœu du corps électoral, la loi en vigueur a dédoublé l'élection; elle fait voter pour un titulaire d'une part et, d'autre part, pour un suppléant.

Cette complication peut être évitée, et l'on peut conserver sans elle aux électeurs acceptant l'ordre des présentations, leur légitime part d'influence dans la désignation des suppléants. Il suffit de faire recommencer entièrement, après que les titulaires ont été élus, la dévolution des votes de liste en faveur, cette fois, des candidats non élus dans l'ordre de leur inscription sur le bulletin de vote.

C'est ce que nous proposons dans l'avant-projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Le nombre des suppléants ne pourra excéder, dans chaque liste, celui des titulaires ni dépasser 5. (Art. 19 de l'avant-projet.)

Il est à remarquer que, dans ce système, les opérations de l'élection, — dépouillement, recensement, etc. —, sont fort simplifiées. L'électeur ne pouvant marquer qu'un seul vote, soit en tête de liste, soit en regard d'un nom, la fixation du chiffre électoral et du total des votes de liste à répartir ultérieurement par dévolution ne comporte plus les subdivisions antérieurement nécessaires dans le classement préalable des bulletins. Le *chiffre élec-*

total ressort du simple pointage des votes : il est constitué par le total des votes exprimés. Les *votes de liste* sont uniquement ceux qui sont marqués dans la case de tête. Dans le régime actuel, il faut y ajouter le nombre de bulletins contenant uniquement un vote pour un suppléant, ou, s'il s'agit de l'élection des suppléants, il faut soustraire du chiffre électoral le total des votes nominatifs donnés à des suppléants.

La suppression des présentations de candidats à la suppléance a naturellement pour effet de modifier la forme du bulletin de vote. Aussi proposons-nous d'en revenir à la forme déterminée par l'article 168 du Code électoral, sauf, à l'exemple de ce qui est stipulé à l'article 258 de ce code, à substituer l'ordre des présentations à l'ordre alphabétique pour le classement des candidats dans la colonne qui leur est réservée et à faire déterminer l'ordre de classement des listes complètes ou incomplètes par un tirage au sort, les dernières colonnes étant réservées aux candidats isolés, classés aussi par le sort. Pour ceux-ci, la case latérale destinée au vote nominatif sera donc supprimée. La case de tête suffit puisque l'électeur ne peut exprimer qu'un vote.

L'existence de deux cases différentes pour le vote en faveur du candidat isolé ne pourrait avoir d'autre effet que d'exposer l'électeur à faire annuler son bulletin où il aurait marqué son suffrage dans les deux cases.

Un membre de notre Commission a fait remarquer que ce danger subsiste pour les candidats des listes complètes ou incomplètes. Il signale et regrette la fréquence des annulations de bulletin en pareil cas. A son avis, le vote en tête devrait être simplement tenu pour non venu lorsqu'il y a dans la même colonne un vote nominatif. C'est bien celui-ci qui traduit la volonté du votant.

La Commission, considérant que les votes marqués à la fois en tête et à côté sont contradictoires, estime qu'il faut nécessairement les tenir pour nuls. Sinon, il y aurait là un moyen de rendre les bulletins reconnaissables et, en outre, une source de complications et d'erreurs dans le dépouillement et le recensement des votes. Au surplus, ce vote contradictoire sera bien plus rare dans le système nouveau qui ne permet plus à l'électeur de noircir qu'un seul point blanc central des cases réservées au vote.

L'application de la Représentation proportionnelle aux élections provinciales, comporte — comme pour l'élection législative — l'interdiction des « candidatures multiples » dans la province. Il faut empêcher qu'un groupe électoral comptant une personnalité de grande notoriété la fasse figurer dans plusieurs circonscriptions d'où, élue, elle disparaîtrait pour se faire remplacer par un suppléant presque inconnu du collège électoral. Les mesures proposées pour empêcher les candidatures multiples font l'objet de l'article 9 du projet de loi et sont analogues à celles que l'article 256 du Code électoral appliqué à l'élection législative, l'intervention du Gouverneur de la province remplaçant celle du Ministre de l'Intérieur.

Dans les districts électoraux composés de deux ou plusieurs cantons, ceux-ci remplissent pour les opérations de l'élection provinciale, le même rôle que pour l'élection législative. La désignation des présidents (autres que ceux

qui tiennent leur mandat de la loi) appartient, respectivement pour chaque canton, au président du premier bureau de celui-ci et non uniquement au président du bureau principal. Les bureaux de dépouillement fonctionnent au chef-lieu de chaque canton; d'où il résulte qu'il ne peut être procédé que le lendemain au recensement général des votes qui, nécessairement doit se faire au bureau principal du collège électoral, alors que dans les districts formés d'un seul canton, ce recensement peut se faire immédiatement après le dépouillement et le jour même. Les articles 4, 5 et 15 de l'avant-projet de loi règlent ces divers points en concordance avec la procédure tracée par le Code électoral.

D'une manière générale et sauf les dérogations inscrites dans cet avant-projet, celui-ci se réfère purement et simplement à divers articles et même à des titres entiers du « Code électoral ». Dans ces références il ne mentionne ni la date de la loi instituant ce code ni les dates des nombreuses lois qui l'ont modifié ou complété. Cela, pour qu'il soit bien entendu que les dispositions rendues applicables sont celles du Code avec toutes les modifications qu'il a subies ou qui pourront encore y être apportées, sans qu'il soit nécessaire que l'applicabilité à l'élection provinciale soit chaque fois stipulée.

Dans les « *Instructions pour l'électeur* » (modèle I annexé à l'avant-projet de loi), notre Commission a maintenu, pour la durée d'admission des électeurs au vote « de 8 heures du matin à 4 heure de l'après-midi ». L'expérience des élections communales récentes a démontré que la prolongation de cette durée jusqu'à 2 heures ne répondait à aucune nécessité. De 1 à 2 heures, presque personne ne s'est présenté devant les bureaux de vote et les opérations du dépouillement ont ainsi été bien inutilement retardées.

*
* *

A ce sujet, un membre a fait remarquer que pour activer le vote, il serait désirable que des numéros d'ordre fussent inscrits en regard du nom de chaque électeur dans les listes électorales servant aux appels et aux pointages et reproduits sur les lettres de convocation. Pareille mesure, prise dans plusieurs bureaux, a produit d'excellents effets en abrégant les recherches. Notre Commission, tout en jugeant que la généralisation du procédé ne doit pas être prescrite par la loi, est d'avis que le Gouvernement pourrait utilement la recommander dans ses instructions aux administrations communales.

Apparemment.

Afin de renforcer l'effet utile de l'application de la représentation proportionnelle en réunissant les voix perdues dans les divers districts électoraux, notre Commission, par 8 voix contre 2, a adopté le principe du groupement des listes au point de vue de la répartition des sièges.

Ce groupement est pourtant limité par la circonscription de l'arrondissement administratif. L'extension à la province tout entière présenterait l'inconvénient sérieux de multiplier outre mesure les calculs; d'établir par

une fiction des liens entre les électeurs et les candidats de cantons très éloignés les uns des autres et sans nul rapport entre eux. L'électeur ne pourrait guère mesurer la portée de son vote éventuellement réversible sur l'un des innombrables candidats de cantons divers. En limitant à l'arrondissement administratif le champ d'action de l'appareillement, on applique à l'élection provinciale le tempérament admis pour l'élection législative où l'appareillement ne s'étend pas au territoire entier du Royaume, mais se fait dans les limites de la province.

Notre Commission a examiné divers systèmes de répartition des mandats entre collèges électoraux unis par des déclarations d'appareillement. Elle a notamment pesé les mérites et les possibilités d'application du système introduit en 1919 dans le Code électoral pour les élections législatives et de celui dont nous avons parlé plus haut et qui, en 1909, avait rencontré les sympathies de la Section centrale de la Chambre des Représentants.

L'adaptation pure et simple du système connu sous le nom de son inventeur l'honorable M. Van de Walle et introduit dans notre législation électorale aurait répondu au désir assez général d'uniformiser le mécanisme des opérations pour les élections provinciales et pour les élections législatives; mais la multiplicité et les complications de calculs rendent fort difficile la compréhension des procédés employés et rendent ardu l'établissement des résultats. Ce dernier inconvénient serait plus grave encore pour les élections provinciales qu'il ne l'était pour les élections législatives où le travail se fait au chef-lieu de la province par un bureau bien outillé, renforcé par des calculateurs.

Les complications de calculs résultent surtout de l'établissement des fractions locales destinées à indiquer successivement, — après la première répartition des sièges, — les circonscriptions où les groupes électoraux ayant droit à des sièges complémentairesse verront attribuer ces sièges. A quel titre ces fractions locales, — obtenues en divisant les quotients électoraux des listes « par le nombre des sièges que la liste occuperait successivement si le siège complémentaire lui était chaque fois attribué » — à quel titre, disons-nous, ces fractions locales doivent-elles être considérées comme déterminant exactement les droits respectifs des groupes électoraux et des circonscriptions? Il est malaisé de s'en rendre compte et l'esprit reste indécis sinon sceptique quant à la justessedes résultats.

Ceci dit, d'ailleurs, sans contester le caractère scientifique du procédé ni l'équité de son application. Mais il ne suffit pas que les résultats soient corrects, il est bon qu'ils apparaissent comme devant l'être. Aussi avons-nous été d'avis de simplifier les opérations en renonçant à l'établissement de ces fractions locales et en les remplaçant par le chiffre même des excédents de votes non utilisés dans chaque district électoral après la première répartition, les plus forts excédents déterminant l'attribution des sièges.

Cette modification dans les opérations finales de l'élection n'entraîne que fort peu de changements aux textes du Code électoral. Tout le système de ce Code reste applicable, ce qui présente le sérieux avantage de procurer à la procédure relative à l'élection provinciale avec appareillement le bénéfice

de toutes les explications, instructions et interprétations dont le régime nouveau, appliqué une première fois aux Chambres législatives a fait l'objet.

On ne se trouvera pas en présence d'une organisation nouvelle, mais bien d'une organisation existante, simplifiée dans son fonctionnement.

L'enchaînement que les déclarations de groupement de listes créent entre les élections de plusieurs districts oblige naturellement les autorités chargées de la vérification des pouvoirs — ici, le Conseil provincial, — à procéder à un examen d'ensemble avant de statuer sur chacune de ces élections. Une difficulté sérieuse peut se présenter lorsque doivent être annulées les élections d'un district liées par l'apparentement aux élections d'autres districts où tout a été régulier.

On ne peut valider purement et simplement, sans plus ample examen, ces dernières, puisque dans l'établissement des chiffres qui ont amené les résultats proclamés ont été comptés les votes du scrutin annulé. Il ne suffirait pas non plus de considérer ces votes comme inexistants et de décompter ces votes (qui ont servi d'abord à déterminer la force et la part respectives des différents groupes, ensuite à classer les listes d'un même groupe dans l'ordre où elles doivent être appelées à recueillir les sièges revenant au groupe). Ce serait priver les listes valablement apparentées d'un avantage légitime, d'un bénéfice escompté et obtenu. D'ailleurs, l'apparentement a pu, par les sympathies ou les répulsions qu'il a inspirées au corps électoral, avoir influencé les votes. On ne peut en faire abstraction *a posteriori*, alors qu'il existait et produisait son effet moral au moment où l'électeur avait à se prononcer.

Faut-il donc annuler les élections de l'arrondissement tout entier à cause des irrégularités viciant l'une d'elles ? Il serait d'une rigueur excessive d'en décider ainsi d'une manière absolue. Une distinction semble nécessaire.

Si l'irrégularité porte sur l'apparentement même, — tel le cas où le bureau central d'arrondissement aurait déclaré groupées plusieurs listes malgré l'absence d'adhésion de candidats de l'une d'elles ; tel encore le cas où une liste appartenant à un groupe électoral aurait été indûment admise ou écartée — l'annulation générale s'imposera le plus souvent, car les électeurs ont été trompés dans tous les districts où il y a eu apparentement et l'on ne peut guère mesurer l'influence que l'erreur a pu exercer sur leurs votes. D'une façon générale on peut dire que lorsque les irrégularités commises dans un district ont une répercussion dans les autres districts au point de rendre douteuse l'exactitude et la sincérité des résultats qui y ont été actés, une validation, même partielle, ne peut se justifier.

Que si, au contraire, ces irrégularités ont été sans contre-coup dans les districts voisins et n'ont pu avoir d'effet que dans la circonscription où elles ont été commises, — tel le cas où des non-électeurs ont été admis à voter, où des électeurs ont été injustement écartés du scrutin, tel encore le cas où des listes *isolées* ont été à tort soit inscrites, soit omises dans le bulletin de vote, — il convient de tenir pour valablement acquis dans les autres districts les sièges attribués par la *première répartition* : celle qui se fait exclusivement à raison des suffrages émis dans le district même. Il y aurait donc là validation partielle.

Qu'advient-il en ce cas des sièges complémentaires : ceux qui ont été attribués en seconde répartition avec appoint des voix recueillies dans le district où les opérations sont entièrement annulées ?

Les déclarer vacants, ce serait en faire don à la majorité, car souvent l'élection partielle à ordonner ne porterait plus que sur un siège par district. Dans le résultat des deux élections, on ne retrouverait plus de représentation proportionnelle.

La solution la plus équitable semble bien être de réserver la décision concernant ces sièges complémentaires jusqu'après consultation nouvelle du corps électoral du district où les opérations ont dû être recommencées. Pour l'élection nouvelle, les apparentements valablement déclarés antérieurement seraient maintenus de plein droit et produiraient tous leurs effets pour les listes dont la composition n'aurait subi aucune modification. Aucune déclaration nouvelle de groupement ne serait admise. Et de cette façon, les calculs relatifs à la seconde répartition des mandats entre les listes apparentées des divers districts de l'arrondissement seraient simplement rectifiés d'après les chiffres nouveaux. Le bureau central d'arrondissement, remis en possession des pièces de l'élection antérieure nécessaires pour effectuer ces calculs, procéderait à une proclamation complète des élus titulaires et suppléants, pour tout l'arrondissement, décompte fait de ceux dont les pouvoirs ont été déjà validés.

L'extrême variété des cas d'annulation qui peuvent se rencontrer, la complexité des situations devant lesquelles on peut se trouver, ne permettent pas d'arrêter des règles immuables auxquelles le Conseil provincial, statuant sur la validité des élections, devrait se soumettre. Ce conseil conserve la plénitude de son droit d'appréciation et de décision, mais il lui est ouvert une voie nouvelle qu'elle n'aurait pu suivre en l'absence d'une stipulation de la loi : la combinaison, dans des conditions nettement déterminées, des résultats de deux élections successives.

Tel est l'objet de l'article 30 de l'avant-projet de loi.

Dispositions diverses.

L'avant-projet de la loi ci-joint est établi sur le plan général de la loi provinciale électorale du 22 avril 1898 qui serait entièrement abrogée. Il en reproduit les dispositions à maintenir.

Les articles nouveaux et les articles modifiés contiennent ou appliquent les règles et principes exposés plus haut. Ils affectent principalement les titres I (« *des collèges et des bureaux électoraux* ») et II (« *des opérations électorales* ») de la dite loi.

La plupart des dispositions des titres III (« *de l'éligibilité et des incompatibilités* ») IV et V (« *dispositions organiques et dispositions diverses* ») ne comportent aucun changement de texte. Il en est quelques unes pourtant dont la rédaction a dû être appropriée aux situations nouvelles ; nous mentionnerons et motiverons ici celles qui ne sont pas de pure forme.

En ce qui concerne les conditions d'éligibilité, nous estimons qu'il y a lieu,

à l'exemple de ce qui a été décidé pour la Chambre des Représentants et pour les communes, d'admettre les femmes à faire partie des conseils provinciaux. Les motifs qui leur ont fait conférer pareil droit pour les mandats législatifs et communaux s'appliquent exactement aux mandats provinciaux.

La condition d'indigénat : « être Belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation » est exigée de la femme aussi bien que de l'homme. Une étrangère ayant épousé un Belge et ayant ainsi, par son mariage, acquis la qualité de Belge, ne sera donc pas éligible. Elle ne doit pas l'être. L'étrangère en se mariant a *subi* et non voulu un changement de nationalité. La participation à la direction des affaires publiques ne peut appartenir qu'à ceux que leur filiation rattache au sol de la Patrie, ainsi qu'à ceux bien peu nombreux, à qui la Nation même a conféré les droits politiques avec l'indigénat. Rien de semblable n'existe ici. La femme a choisi non la Nation, mais l'époux, et la Nation n'a pas été entendue.

Pour prévenir toute divergence d'interprétation à ce sujet, l'avant-projet de loi contient une stipulation précise qui a le caractère d'un commentaire légal (art. 21). Cet article rappelle, d'une autre part, l'exclusion de la femme qui, Belge par la naissance ou la grande naturalisation, a perdu la qualité de Belge par son mariage avec un étranger et qui, depuis, ne l'a pas recouvrée. Cette exclusion résulte bien des articles 4, 5 et 6 de la Constitution et de l'article 11, 2^e de la loi du 8 juin 1909, mais ne ressortait pas des termes de la loi provinciale électorale de 1908, celle-ci ne visant jusqu'ici que les citoyens mâles.

La femme pouvant donc être élue membre d'un conseil provincial, il y a lieu de prévoir l'élection simultanée de deux époux et leur appliquer les dispositions actuelles, interdisant à des parents ou alliés de siéger ensemble. Les articles 24 et 26 de l'avant-projet de loi modifient dans ce sens les textes en vigueur, mais ils rendent l'interdiction plus générale en l'opposant aux conjoints même dans le cas où leur mariage serait postérieur à l'élection. C'est ce qui a été déjà décidé pour les membres des conseils communaux.

La priorité de droit entre conjoints, parents ou alliés qui, élus dans le même district, ne peuvent siéger ensemble, appartient à celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix. Pour la computation de ce nombre, il importe de tenir compte du changement de système dans le mode d'attribution aux candidats des votes de listé. Les votes marqués en tête d'une liste ne procurent plus un suffrage à chacun des candidats de la liste, mais à l'un d'eux seulement. Leur attribution se fait par dévolution à concurrence d'un nombre *suffisant pour conférer un siège*. Il en résulte que la limite fixée pour cette dévolution a pu enlever aux élus, comme leur étant inutile à ce point de vue, un excédent plus ou moins élevé de votes de listes. Ceux-ci doivent donc leur être momentanément restitués pour permettre de constater les préférences marquées par le corps électoral. De là l'alinéa 2 de l'article 24.

A l'énumération des positions incompatibles avec le mandat provincial, notre Commission a cru bon d'ajouter celles de secrétaire communal, de receveur communal et de fonctionnaire ou employé d'administration com-

munale (art. 23 de l'avant-projet). L'importance que la possession d'un mandat de conseiller provincial donnerait à l'agent subordonné aux administrateurs de la commune pourrait amener des interventions d'autorité et d'influences nuisibles à la marche régulière des services communaux.

Il va de soi que l'énumération faite à l'article 23 n'est pas exclusive des incompatibilités pouvant résulter d'autres lois.

Au sujet de la durée des mandats de conseiller provincial, de leur renouvellement partiel périodique, il convient de tenir compte de l'organisation nouvelle.

Sous le régime encore en vigueur, les conseils provinciaux sont renouvelés par moitié tous les quatre ans. A cet effet, les cantons sont répartis en deux séries. L'avant-projet prescrit le renouvellement intégral des conseils tous les huit ans et, par voie de conséquence, supprime la répartition des conseillers provinciaux en deux séries. (Art. 31 de l'avant-projet.)

Le renouvellement par moitié des assemblées délibérantes issues de l'élection répond à une nécessité lorsque l'élection se fait uniquement par la majorité des électeurs. Il permet d'assurer sans trouble la continuité de travail de l'assemblée en évitant d'exposer celle-ci, lors d'un déplacement de majorité, à se voir, du jour au lendemain, exclusivement composée d'hommes nouveaux. Ce danger n'est plus à craindre du moment où la Représentation proportionnelle joue son rôle pondérateur.

La durée des mandats des conseillers provinciaux et des députés permanents serait maintenue à huit ans. La concordance d'expiration et de renouvellement des mandats provinciaux et sénatoriaux semble désirable à raison de l'élection d'une partie du Sénat par les conseils provinciaux.

Il ne nous a pas semblé que la question d'application éventuelle du principe de la Représentation proportionnelle aux membres de la Députation permanente rentrât dans la mission dont nous élions chargés. Elle ne se rattache pas à la loi électorale provinciale. L'article 96 de la loi provinciale concernant la désignation des députés permanents parmi les conseillers appartenant aux différents arrondissements judiciaires de la province a donc été laissé en dehors de nos débats.

L'avant-projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre est accompagné d'un modèle d'« Instructions pour l'électeur » approprié aux stipulations nouvelles de la loi ainsi que d'un nouveau modèle de bulletin de vote. Ce seront des annexes de la loi électorale provinciale. Quant au tableau donnant la composition des districts électoraux et la première répartition des districts des conseillers provinciaux, tableau également ci-joint, c'est à la loi provinciale même qu'il serait annexé. C'est à lui que se réfère l'article 2 de l'avant-projet, non seulement pour le groupement des cantons en circonscriptions électorales, mais aussi, provisoirement, pour la répartition entre elles des conseillers provinciaux, aussi longtemps qu'elle n'aura pas été révisée à la suite du recensement décennal de la population.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,
H. CARTON DE WIART.

TABEAU ANNEXÉ A LA LOI PROVINCIALE (art. 2.)**COMPOSITION DES DISTRICTS ELECTORAUX.****Répartition des conseillers provinciaux.**

NOTE. — Chacun des districts est composé des cantons électoraux indiqués entre parenthèses à côté du nom du district.

Le chef-lieu du district est la commune dont le district porte le nom.

PROVINCE D'ANVERS (80 conseillers).**ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'ANVERS.**

District d'Anvers (canton électoral d'Anvers) : 26 conseillers.

— *de Boom* (cantons électoraux de Boom et de Contich) 6 conseillers.

— *de Borgerhout* (cantons électoraux de Borgerhout et de Berchem) : 10 conseillers.

District d'Eeckeren (cantons électoraux d'Eeckeren, de Brecht et de Santhoven) : 8 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE MALINES.

District de Malines (cantons électoraux de Malines et de Puers) : 9 conseillers.

District de Lierre (cantons électoraux de Lierre, de Duffel et de Heyst-op-den-Berg) : 8 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE TURNHOUT.

District de Turnhout (cantons électoraux de Turnhout et de Hoogstraeten) : 4 conseillers.

District d'Hérenthals (cantons électoraux d'Hérenthals et de Westerlo) : 4 conseillers.

District de Moll (cantons électoraux de Moll et d'Arendonck) : 5 conseillers.

PROVINCE DE BRABANT (90 conseillers).**ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE BRUXELLES.**

District de Bruxelles (canton électoral de Bruxelles) : 14 conseillers.

— *d'Anderlecht* (canton électoral d'Anderlecht) : 5 conseillers.

District de Hal (cantons électoraux de Hal et de Lennick-St-Quentin) : 5 conseillers.

District d'Ixelles (canton électoral d'Ixelles) : 6 conseillers.

— *de Molenbeek-Saint-Jean* (canton électoral de Molenbeek-Saint-Jean) : 6 conseillers.

District de Saint-Gilles (cantons électoraux de Saint-Gilles et d'Uccle) : 8 conseillers.

District de Saint-Josse-ten-Noode (canton électoral de Saint-Josse-ten-Noode) : 5 conseillers.

District de Schaerbeek (canton électoral de Schaerbeek) : 6 conseillers.

— *de Vilvorde* (cantons électoraux de Vilvorde, de Assche et de Wolverthem) : 7 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE LOUVAIN.

District de Louvain (canton électoral de Louvain) : 7 conseillers.

— *de Diest* (cantons électoraux de Diest, d'Aerschot et de Haecht) : 5 conseillers.

District de Tirlemont (cantons électoraux de Tirlemont, de Glabbeek-Suerbempde et de Léau) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE NIVELLES.

District de Nivelles (cantons électoraux de Nivelles et de Genappe) : 5 conseillers.

District de Wavre (cantons électoraux de Wavre, de Jodoigne et de Perwez) : 6 conseillers.

FLANDRE OCCIDENTALE (80 conseillers).

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE BRUGES.

District de Bruges (cantons électoraux de Bruges et de Thourout) : 15 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE COURTRAI.

District de Courtrai (cantons électoraux de Courtrai et d'Haerlebeke) : 10 conseillers.

District de Menin (cantons électoraux de Menin et de Moorseele) : 5 conseillers.

District de Mouscron (cantons électoraux de Mouscron et d'Avelghem) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE DIXMUDE.

District de Dixmude (canton électoral de Dixmude) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE FURNES.

District de Furnes (cantons électoraux de Furnes et de Nieuport) : 3 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'OSTENDE.

District d'Ostende (cantons électoraux d'Ostende et de Ghistelles) : 8 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE ROULERS.

District de Roulers (canton électoral de Roulers) : 5 conseillers.

— *D'Iseghem* (cantons électoraux d'Iseghem, d'Ardoye et d'Hooghelede) : 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE THIELT.

District de Thielt (cantons électoraux de Thielt, de Meulebeke, d'Oostroosebeke et de Ruysselede) : 7 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'YPRES.

District d'Ypres (cantons électoraux d'Ypres, de Passchendale et de Wervicq) : 7 conseillers.

District de Poperinghe (cantons électoraux de Poperinghe, de Messines et de Rousbrugge-Haringhe) : 4 conseillers.

FLANDRE ORIENTALE (90 conseillers).

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE GAND.

District de Gand (canton électoral de Gand) : 14 conseillers.

— *de Deynze* (cantons électoraux de Deynze, de Nazareth et de Nevele) : 5 conseillers.

District d'Evergem (cantons électoraux d'Evergem, de Somergem et de Waerschoot) : 6 conseillers.

District de Ledeborg (cantons électoraux de Ledeborg, de Loochristy et de Oosterzeele) : 8 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'Alost.

District d'Alost (canton électoral d'Alost) : 6 conseillers.

— *de Grammont* (cantons électoraux de Grammont et de Ninove) : 5 conseillers.

District de Sottegem (cantons électoraux de Sottegem et de Herzele) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'AUDENARDE.

District d'Audenarde (cantons électoraux d'Audenarde et de Cruys-hautem) : 5 conseillers.

District de Renaix (cantons électoraux de Renaix, de Hoorebeke-Ste-Marie et de Nederbrakel) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'EECLOO.

District d'Eecloo (cantons électoraux d'Eecloo, d'Assenede et de Caprycke): 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE SAINT-NICOLAS.

District de Saint-Nicolas (cantons électoraux de Saint-Nicolas et de Lokeren): 6 conseillers.

District de Tamise (cantons électoraux de Tamise, de Beveren et de Saint-Gilles-Waes): 8 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE TERMONDE.

District de Termonde (cantons électoraux de Termonde et de Wetteren): 7 conseillers.

District de Zele (cantons électoraux de Zele et de Hamme): 4 conseillers.

PROVINCE DE HAINAUT (90 conseillers).**ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE MONS.**

District de Mons (canton électoral de Mons): 6 conseillers.

— *de Boussu* (cantons électoraux de Boussu et de Lens): 7 conseillers.

District de Dour (cantons électoraux de Dour et de Pâturages): 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'ATH.

District d'Ath (cantons électoraux d'Ath, de Chièvres, de Flobecq, de Frasnes-lez-Buissenal et de Quevaucamps): 7 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE CHARLEROI.

District de Charleroi (canton électoral de Charleroi): 10 conseillers.

District de Châtelet (cantons électoraux de Châtelet et de Gosselies): 8 conseillers.

District de Fontaine-l'Évêque (cantons électoraux de Fontaine-l'Évêque et de Senefte): 7 conseillers.

District de Jumet (cantons électoraux de Jumet et de Marchienne-au-Pont): 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE SOIGNIES.

District de Soignies (cantons électoraux de Soignies, d'Enghien et de Lessines): 6 conseillers.

District de La Louvière (cantons électoraux de La Louvière et de Roelux): 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE THUIN.

District de Thuin (cantons électoraux de Thuin, de Beaumont et de Chimay) : 4 conseillers.

District de Binche (cantons électoraux de Binche et de Merbes-le-Château) : 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE TOURNAI.

District de Tournai (cantons électoraux de Tournai, de Celles et de Templeuve) : 6 conseillers.

District de Péruwelz (cantons électoraux de Péruwelz, d'Antoing et de Leuze) : 5 conseillers.

PROVINCE DE LIÈGE, (80 conseillers).

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE LIÈGE.

District de Liège (canton électoral de Liège) : 15 conseillers.

— *de Fexhe-Slins* (canton électoraux de Fexhe-Slins et de Dalhem) : 4 conseillers.

District de Fléron (cantons électoraux de Fléron et de Louveigné) : 7 conseillers.

District de Herstal (cantons électoraux de Herstal et de Grivegnée) : 7 conseillers.

District de Saint-Nicolas (cantons électoraux de Saint-Nicolas et de Hollogne-aux-Pierres) : 9 conseillers.

District de Seraing (canton électoral de Seraing) : 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE HUY.

District de Huy (cantons électoraux de Huy, de Ferrières, de Héron, de Jehay-Bodegnée et de Nandrin) : 9 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS.

District de Verviers (cantons électoral de Verviers) : 5 conseillers.

— *de Dison* (canton électoraux de Dison, d'Aubel, de Herve et de Limbourg) : 6 conseillers.

District de Spa (cantons électoraux de Spa et de Stavelot) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE WAREMME.

District de Waremmé (cantons électoraux de Waremmé, de Hannut et de Landen) : 7 conseillers.

PROVINCE DE LIMBOURG (60 conseillers).

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE HASSELT.

District de Hasselt (canton électoral de Hasselt) : 8 conseillers.

District de Beeringen (canton électoral de Beeringen) : 6 conseillers.

— *Herck-la-Ville* (canton électoral de Herck-la-Ville) : 4 conseillers.

District de Saint-Trond (canton électoral de Saint-Trond) : 8 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE MAESEYCK.

District de Maeseyck (canton électoral de Maeseyck) : 4 conseillers.

— *Bree* (cantons électoraux de Bree et de Peer) : 5 conseillers.

— *Neerpelt* (canton électoral de Neerpelt) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE TONGRES.

District de Tongres (cantons électoraux de Tongres, de Sichen-Sussen et Bolré) : 8 conseillers.

District de Bilsen (cantons électoraux de Bilsen et de Mechelen) : 7 conseillers.

District de Looz (canton électoral de Looz) : 5 conseillers.

PROVINCE DE LUXEMBOURG (30 conseillers).

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF D'ARLON.

District d'Arlon (cantons électoraux d'Arlon et de Messancy) : 9 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE BASTOGNE.

District de Bastogne (cantons électoraux de Bastogne, de Fauvillers et de Sibret) : 5 conseillers.

District de Vielsalm (cantons électoraux de Vielsalm et de Houffalize) : 4 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE MARCHÉ.

District de Marche (cantons électoraux de Marche, de Durbuy et de Nassogne) : 6 conseillers.

District de Laroche (cantons électoraux de Laroche et de Erezée) : 4 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE NEUFCHÂTEAU.

District de Neufchâteau (cantons électoraux de Neufchâteau et de Saint-Hubert) : 7 conseillers.

District de Bouillon (cantons électoraux de Bouillon, de Paliseul et de Wellin) : 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VIRTON.

District de Virton (canton électoral de Virton) : 4 conseillers.

— *de Florenville* (cantons électoraux de Florenville et d'Étalle) : 3 conseillers.

PROVINCE DE NAMUR (60 conseillers).**ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE NAMUR.**

District de Namur (canton électoral de Namur) : 14 conseillers.

- *d'Andenne* (canton électoral d'Andenne) : 4 conseillers.
- *d'Éghezée* (canton électoral d'Éghezée) : 4 conseillers.
- *de Fosses* (canton électoral de Fosses) : 8 conseillers.
- *de Gembloux* (canton électoral de Gembloux) : 5 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE DINANT.

District de Dinant (cantons électoraux de Dinant, de Beauraing et de Gedinne) : 9 conseillers.

District de Ciney (cantons électoraux de Ciney et de Rochefort) : 6 conseillers.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE PHILIPPEVILLE.

District de Philippeville (cantons électoraux de Philippeville et de Couvin) : 5 conseillers.

District de Florennes (cantons électoraux de Florennes et de Walcourt) : 5 conseillers.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 Mei 1921.

ONTWERP VAN INRICHTINGSWET DER PROVINCIEVERKIEZINGEN

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat de Regeering de eer heeft aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, strekt om het getal alsmede om de verdeeling der provincieraadsleden te bepalen, en de werkzaamheden der provincieverkiezingen te regelen.

De vereischten van het Kiesrecht maken het voorwerp uit van een wetsvoorstel dat ter Kamer is ingediend en waarover het Parlement, benevens over hier bijgaand ontwerp zal kunnen uitspraak doen.

Het veranderen van het provinciekiesstelsel bracht eene reeks belangrijke vraagstukken te berde betreffende het bepalen van het algeheel aantal der raadsleden per provincie, en hunne verdeeling onder de kiesomschrijvingen, de manier van inrichten dezer kiesomschrijvingen, het stelsel van stemmen, het verdeelen der zetels en de aanduiding der gekozenen.

Eene gemengde Commissie, ingesteld bij Ministerieel besluit van 20 Januari l. l. werd belast met het onderzoeken dezer vraagstukken en het opmaken van een voor-ontwerp dat de oplossingen, welke zij mocht voordragen, zou bewerkstelligen.

Deze Commissie heeft hare werkzaamheden geëindigd en bij de Regeering een voor-wetsontwerp neergelegd welk deze ten volle bijtreedt. Het er bijgaand verslag waarvan de tekst hier weergegeven wordt, rechtvaardigt op klare en volledige wijze de verschillende voorstellen der Commissie.

Eene overgangsbepaling bij het ontwerp gevoegd, geeft den Koning opdracht de provincieraden te ontbinden en te voorzien in de bijeenroeping der kiescolleges voor de geheele hernieuwing der provincieraden alsmede in het aanstellen der nieuwe raden.

Deze beschikking gelijk aan deze welke het voorwerp was eener wet van 11 April 1894, wordt door de omstandigheden gerechtvaardigd.

De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken,
H. CARTON DE WIART.

VERSLAG

van de herzieningscommissie der provinciekieswet.

Getal en verdeeling der provincieraadsleden.

Te allen tijde werd het als eene onmogelijkheid aangezien voor al de provincies dezelfde evenredigheid van raadsleden naar gelang het cijfer der bevolking aan te nemen. Dit cijfer, lager voor zulke provincie, met 250,000 inwoners, gaat boven het millioen, zelfs boven het millioen en half voor zulke andere. Een zelfde deeler, — bij voorbeeld, een raadslid per 10,000 inwoners, — zou hier een overdreven talrijke beraadslagende vergadering doen ontstaan, een echt parlement, en ginds eene vergadering van enkele leden. Ook heeft men van in het begin, in 1832, *een bijzondere deeler voor ieder provincie vastgesteld.*

De indeelingstabel, gevoegd bij de provinciewet van 30 April 1836, was vastgesteld volgens indeelingsbases die verschillen, naar gelang de provincie, van 1 raadslid per 5,000 inwoners tot 1 raadslid per 10,000 inwoners en verschillende wetten hebben opvolgenlijk de verhoudingen van 1836 gewijzigd, rekening houdend met de ongelijke verhooging der bevolking.

Na iedere tienjaarlijksche volkstelling dewelke officiëel, gemeente per gemeente, de bevolking des Rijks vaststelde, werd de indeelingstabel der gemeenteraadsleden herzien, aan ieder kanton werden zooveel raadsleden toegekend als het getal der bevolking keeren den vastgestellten deeler bevatte, de breuken boven de helft van den deeler werden aangerond en deze beneden de helft verwaarloosd. Dan nog, om de bestaande toestanden te eerbiedigen, bleef de vertegenwoordiging onverminderd in de kantons die één zetel moesten verliezen. In deze voorwaarden, bracht ieder nieuwe verdeeling een grooter getal provincieraadsleden mede en werd de onderlinge verhouding van langsom meer gebrekkig.

Tot het vaststellen van den deeler, heeft onze Commissie geoordeeld dat het beter zou zijn, over te gaan tot het bepalen van vaste regelen welke geen aanleiding meer zouden geven tot aarzeling of onzekerheid, en tevens tot het afschaffen van het weinig te rechtvaardigen voorrecht der bestaande toestanden, ten einde eene juistere onderlinge verhouding te verzekeren. Daarom is het dat onze Commissie, het stelsel der gemeentewet aannemend, voorstelt de verhouding onder het getal provincieraadsleden en onder het getal inwoners der provincie, door de laatste tienjaarlijksche volkstelling vastgesteld, voor goed te regelen met in de provinciewet een artikel in te schrijven luidende als volgt :

De provincieraad bestaat uit :

50 leden	in de provincies van min dan 250,000 inwoners ;
60 leden	» van 250,000 tot 500,000 inwoners ;
70 leden	» » 500,000 tot 750,000 »
80 leden	» » 750,000 tot 1,000,000 »
90 leden	» » 1,000,000 inwoners en daarboven.

In elke provincie, zou de verdeeling der raadsleden onder de kantons of andere kiesomschrijvingen gedaan worden, door het cijfer hunner bevolking te deelen door het volgens de wet daarmede overeenkomstig getal raadsleden en aan ieder kanton zooveel raadsleden toe te kennen als het quotient dezer deeling keeren begrepen is in het cijfer der kantonsbevolking, de hoogste breuken aangerond wordend tot het bedrag van het getal der nog te verdeelen zetels.

Alzoo kan er hier geen willekeur meer in 't spel zijn. De verrichting, — de nieuwe verdeeling binnen de twee jaar na de tienjaarlijksche volkstelling — is enkel rekenkundig.

De voorgestelde trapsgewijze verdeeling, bij schijven van 250,000 inwoners voor 10 raadsleden, zou tegenwoordig volgens de laatste algemeene volkstelling van 1910, volgend getal raadsleden geven per provincie :

Antwerpen	80
Brabant	90
West-Vlaanderen	80
Oost-Vlaanderen	90
Henegouw	90
Luik	80
Limburg	60
Luxemburg	50
Namen	60

Zijnde voor het gansche Rijk 680 provincieraadsleden in plaats van 669, huidig getal.

De getalsterkte der provincieraadsleden zou maar weinig gewijzigd zijn, verhoogd in 5 provincies, een weinig verminderd in de 4 andere, de hoogste vermindering zijnde 4 zetels.

III. — Kiesomschrijvingen.

Tot nu toe werden de provincieverkiezingen gedaan per vredegerichtskanton. De belangrijkheid der kantons is zeer verschillend wat betreft het getal hunner inwoners, en hunne vertegenwoordiging in den provincieraad is natuurlijk ook zeer verschillend. Meer dan 100 kantons — juist 104 op 222 — hebben recht op slechts een of twee raadsleden. En daaronder zijn er die enkel hun eenig raadslid hebben, dank aan de bekomen toestanden.

Deze toestand blijkt sedert lang een beletsel voor de toepassing der Evenredige Vertegenwoordiging.

Onze Commissie is gansch en geheel voor deze toepassing, maar in hare bezorgdheid om de verschillende gewestelijke belangen der provincie te waar-

borgen, heeft zij de verschillende vroeger aangeprezen stelsels onderzocht. Een dezer, hetwelk in 1909 door de Middensectie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers gunstig aangenomen werd, heeft bijzonderlijk hare aandacht gevestigd. In dit stelsel worden de omschrijvingen algeheel binnen hare huidige grenzen behouden, de candidaten die, volgens hunne verklaringen, tot een en dezelfde partij, en tot eene en dezelfde kiesgroep behooren, kunnen, ofschoon in verschillende kantons van hetzelfde arrondissement voorgesteld, zich vereenigen, zich, volgens de nieuwe uitdrukking, verbinden. In dit géval worden de stemmen in al deze kantons bekomen, bijeengeteld en het is volgens de arrondissements-totalen en in verhouding tot hunne belangrijkheid dat de verdeeling der mandaten gedaan wordt. Evenwel, vooraleer de algemeene verdeeling geschiedt, wordt er in ieder kanton afzonderlijk beschouwd, eene eerste toekenning van zetels gedaan volgens een nog al hoogen deeler, derwijze dat er bij de tweede verdeeling overal nog een of twee mandaten toe te kennen vallen. De kantonale kiescolleges zijn alzoo in zekeren zin afdelingen van een arrondissementskiescollege; sommige hunner gekozenen zijn eerder de gekozenen van dit college dan hun eigene.

Benevens onbetwistbare voordeelen, heeft dit stelsel een groot gebrek. De kleine kantons, deze die maar over één of zelfs over twee zetels beschikken worden er door prijs gegeven. In 't algemeen zouden deze kantons niets trekken uit de eerste verdeeling: voorzeker niets in geval zij maar een raadslid te verkiezen hebben. Hunne stemmen zouden geheel en al naar de gemeene massa overgaan en, voor zooveel zij in de eindverdeeling vallen (de eenige voor hen), zouden zij blootgesteld zijn zich als hunne vertegenwoordigers in den schoot van den provincieraad, afgevaardigden te zien opdringen die zij met bijna algemeene stemmen verworpen hadden. Inderdaad zouden de groepen tot dewelke de candidaten hunner keus behooren in andere eerst bediende kantons hun volle recht kunnen bekomen hebben.

Desaangaande valt zooveel niet meer te vreezen in de kantons welke ten minste 4 of 5 raadsleden te verkiezen hebben, want dáár zijn het meerendeel der gekozenen de rechtstreeksche gekozenen der omschrijving zelve; de afgevaardiging van het kanton bij den provincieraad wordt enkel aangevuld door de bijdrage der stemmen welke in de naburige omschrijving verloren zijn.

Daarom is het dat onze commissie eensgezind is in hare beslissing om de colleges, die maar één of twee raadsleden te verkiezen hebben, te doen verdwijnen. Welk was het minimum dat diende vastgesteld? Een van de leden der commissie stelde een minimum van maar drie, oordeelende dat dit minimum voldoende is om de evenredige vertegenwoordiging hare uitwerksels te doen hebben en wenschelijk om de samensmelting der kantons met duidelijk verschillende belangen, te vermijden. Een ander lid opperde, integendeel, de aanneming van geheel het bestuurlijk arrondissement als kiesomschrijving.

Na bespreking hield de commissie het bij een minimum van 4 of 5 raadsleden; liever 5 dan 4, om daardoor de vertegenwoordiging der gewestelijke belangen — welke door te sterke groepeerings in gevaar zouden gebracht

worden — met de evenredige vertegenwoordiging der politieke groepen te doen overeenkomen.

De aangenomen basis is het kieskanton zooals het door het Kieswetboek bij zijn artikel 137 voor de provincieverkiezingen ingericht en bepaald werd, met dit verschil, dat twee of meer dezer aan een zelfde bestuurlijk arrondissement toebehoorende kantons zouden samengesmolten worden in eene enkele omschrijving welke ten minste 5 (of 4) raadsleden verkiest. De nieuwe kiesomschrijving, onder de benaming van « Kiesdistrict », zou de gemeente welke het haren naam geeft, tot hoofdplaats hebben, 'tis te zeggen feitelijk de hoofdplaats van het kanton indien het district er maar een bevat, en indien er meer zijn, deze der meest bevolkte van de hoofdplaatsen van rechterlijke kantons. De in acht te nemen bevolking is deze der laatste algemeene volkstelling. Thans is het nog deze opgemaakt den 31 December 1910. Welk ook het getal zetels zij op hetwelk het kan aanspraak maken, kan geen enkel kieskanton in verschillende districten verdeeld worden. Zoo dus, maken vredegerechtskantons met een gemeene hoofdplaats maar een enkel kiesdistrict uit en het wordt voortaan nutteloos de kiezerslijsten van de hoofdplaats te splitsen. Daaruit volgt de afschaffing van artikelen 3 en 40 der wet van 22 April 1898.

Deze regelen aangenomen zijnde, was het vormen der nieuwe omschrijvingen door de vereeniging van kieskantons om zoo te zeggen eene gedane zaak, en het is op eene stem na, dat onze commissie eenparig de aan het hierbijgaande voorontwerp gevoegde verdeelingstabel opgesteld heeft. De eenige tegenkanting steunde op de begeerte van de kantons met enkel 3 zetels afzonderlijk te behouden.

Werd de voorgestelde groepeerings aangenomen, dan zouden er in het land 101 kiesdistricten zijn. In 62 dezer zou het getal raadsleden 5 tot 7 zijn. Een enkel district, dit van Veurne-Nieupoort zou enkel 3 raadsleden tellen. Eene bredere groepeerings was niet mogelijk, daar de omschrijving gansch het arrondissement omvat, — 15 districten zullen enkel 4 raadsleden en 19 districten zullen er van 8 tot 10 verkiezen. Dit cijfer 10 wordt enkel overtroffen in 6 districten omdat hun grondgebied hoofdplaatsen van provincies bevat welke voor haar eigen reeds over meer dan 10 zetels beschikken. (Brussel, Antwerpen, Gent, Luik, Brugge en Namen.)

Overigens zie hier de verdeeling der districten onder de provincies :

Provincies.	Getal kiesdistricten wier raadsleden ten getale zijn van									Totaal.
	3	4	5	6	7	8	9	10	meer dan 10.	
Antwerpen . . .	—	2	1	1	—	2	1	1	1	9
Brabant . . .	—	—	6	4	2	1	—	—	1	14
West-Vlaanderen.	1	1	4	1	2	1	—	1	1	12
Oost-Vlaanderen.	—	1	5	4	1	2	—	—	1	14
Henegouw . . .	—	1	1	7	3	1	—	1	—	14
Luik	—	1	2	2	2	—	2	—	1	10
Limburg . . .	—	2	3	1	1	3	—	—	—	10
Luxemburg . .	—	3	2	2	1	—	1	—	—	9
Namen	—	2	3	1	—	1	1	—	1	9
	1	13	27	23	12	11	5	3	6	101

Het is hoogst wenschelijk dat de groepeerings welke ingericht werden om kiesdistricten te vormen een voortdurend karakter zouden hebben, ten einde ze te onttrekken aan den hervormingslust welke bijna onvermijdelijk zou voorkomen, telken male dat een nieuwe volkstelling de herziening der verdeling van de raadsleden onder de provinciekiesdistricten zou te berde brengen. Het ware gevaarlijk moest alle tien jaar de « kiesomgrenzing » welke heden in een geest van algemeene overeenkomst afgebakend werd, weder op het tapijt gebracht worden. Daarom stellen wij voor de omschrijvingstabel in de provinciewet zelve, op te nemen en artikel 2 dezer inrichtingswet te vervangen door volgenden tekst :

» Art. 2. — De provincieraad wordt rechtstreeks door de kiescolleges » verkozen. De verkiezingen geschieden bij kiesdistricten welke dezelfde » grenzen hebben als de kieskantons bedoeld bij artikel 137 van het Kies- » wetboek. Een district mag twee of meer kieskantons omvatten.

» De groepeerings dezer, de aanduiding der districts hoofdplaatsen, het » aantal aan elk district toegewezen raadsleden, worden bepaald overeen- » komstig de bij deze wet gevoegde tabel. De verdeling der raadsleden » onder de kiesdistricten zal evenwel ten laatste binnen de twee jaar na de » tienjaarlijksche volkstelling des Rijks herzien en in verhouding met de » bevolking gebracht worden. »

Artikel 38 van het voor-wetsontwerp voorziet deze wijziging aan de provinciewet.

IV. — Evenredige vertegenwoordiging.

Onze Commissie heeft de verschillende stelsels van evenredige vertegenwoordiging onderzocht welke op de provincieverkiezingen zouden kunnen toegepast worden. Zij heeft hare voorkeur geschonken aan dit welk thans voor de wetgevende verkiezingen in voege is.

Een lange ondervinding — van ruim twintig jaar — heeft zijn verdiensten en gemak van werkwijze aangewezen. Beter dan welk ander, strekt het tot de verwezenlijking, in elke omschrijving, der eenvormigheid van evenredigheid tusschen het aantal kiezers van elke partij of elke politieke groep en het aantal hunner vertegenwoordigers en zulks met in grondbeginsel te huldigen : « dat één kiesbrief slechts één stem uitbrengen mag en maar invloed » uitoefenen op het begeven van een enkel mandaat ». Aldus luidt de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp van 1899 waarbij de evenredige vertegenwoordiging in de wetgevende verkiezingen wordt ingevoerd. « Een gekozene, — vervolgt deze Memorie van Toelichting, — komt niet toe aan elken kiezer maar enkel aan ieder der groepen welke het kiesquotient vertegenwoordigen. In een kiezing is een stem alleen beslissend omdat zij de medewerking vindt van andere stemmen in voldoende getal om de keus van een volksvertegenwoordiger of een senator, mede te brengen. Logisch, zoodra men van dit hoofdgedacht uitgaat, kan er geen spraak van « panachage » meer zijn. Wij zijn van oordeel dat deze overwegingen hunne heele waarde schijnen behouden te hebben en dat deze nog versterkt wordt door het

afschaffen van het « meervoudig stemrecht ». Er mag aan toegevoegd worden dat de formule : « één kiezer, één stem », de kieskracht gelijk maakt der kiezers die behooren tot verschillende omschrijvingen welke geroepen zijn, de eene om een groot, de andere om een klein getal mandatarissen te verkiezen.

Het stelsel van het huidig Kieswetboek aannemend, hebben wij er sommige wijzigingen aan gebracht welke vereenvoudigingen daar stellen, namelijk, voor wat de aanduiding der plaatsvervangers betreft.

Te huidigen dage mogen, in de wetgevende verkiezingen, bij het voordragen der candidaturen, kandidaten tot de plaatsvervanging terzelfdertijd als de kandidaten tot de werkelijke ambten en op dezelfde akte voorgesteld worden. De kandidaten der twee reeksen worden afzonderlijk gerangschikt. De verkiezing is tweevoudig. En, heel natuurlijk spruit daaruit voort dat somtijds op de eene of andere lijst, titelvoerende kandidaten die volgens de vooruitzichten hunner peters in behoorlijke orde moesten gekozen zijn, er niet toe komen, en bepaaldelijk verwijderd zijn terwijl plaatsvervangers, in bijkomende orde voorgedragen, ten gevolge der openvallende plaatsen, geroepen worden om te zetelen. Het is redelijker toe te laten dat de plaatsvervanging toekomt aan de kandidaten die, na de gekozenen, het grootste aantal stemmen bekomen hebben.

Klaarblijkelijk is het dat deze oplossing ons eerst en vooral voor den geest kwam, en wat haar heeft doen verwijderen is volgende bestatiging :

De verdeling, bij wijze van overdracht, der lijstemmen geraakt uitgeput op de eerste kandidaten tot het bedrag van het aantal aan de lijst toekomende zetels in zoo ver dat de volgende kandidaten als totaal der verworven stemmen, slechts de persoonlijk toegekende naamstemmen hebben en, over het algemeen, zijn deze in heel klein getal. 't Is enkel dit klein aantal stemmen welk hunne rangschikking en hun aanduiding in hoedanigheid van 1^{ste}, 2^{de}, 3^{de} plaatsvervangende raadsleden bepalen zou, daar de grootste massa van het kiezerskorps welke de voorstellingsorde aanneemt er voor niets tusschenkomt.

Om een dergelijke uitslag, welke uitdrukkelijk indruischt tegen den wil van het kiezerskorps, te vermijden, heeft de in voege zijnde wet de verkiezing verdubbeld ; eenerzijds doet zij voor een titularis en, anderzijds, voor een plaatsvervanger stemmen.

De verwikkeling kan vermeden worden en zonder haar kan men aan de kiezers die de orde der voorstellingen aanvaarden, hunnen wettigen invloed behouden bij de aanduiding der plaatsvervangers. Het is voldoende, na dat de titularissen verkozen werden, de overdracht der lijstemmen te doen herbeginnen, deze maal, ten gunste der kandidaten die niet gekozen, zijn in de orde hunner inschrijving op den stembrief.

Het is hetgeen wij voorstellen in het voor-wetsontwerp dat wij de eer hebben u te onderwerpen.

Voor geen enkele lijst mag het aantal plaatsvervangende raadsleden dat der verkozen titularissen overtreffen noch 5 te boven gaan (art 19 van het voorontwerp).

Er valt op te merken dat, in dit stelsel, de kiesverrichtingen, — opneming, optelling, enz. — zeer vereenvoudigd zijn. Daar de kiezer slechts een enkele

stem uitbrengen mag, hetzij boven op de lijst, hetzij nevens een naam, vraagt de vaststelling van het kiescijfer en van het totaal der nadien bij overdracht te verdeelen lijststemmen, de vroegere onderverdeelingen niet meer tot het voorafgaand rangschikken der stembrieven. Het *kiescijfer* komt voort uit het eenvoudig aanstippen der stemmen : het bestaat uit het totaal der uitgebrachte stemmen. De *lijststemmen* zijn enkel deze welk in het hoofdvak aangeduid zijn. In het huidig stelsel hoeft men het aantal kiesbrieven bij te voegen welke enkel een stem aan een plaatsvervanger geven of, indien het de verkiezing van plaatsvervangers betreft, moet men van het kiescijfer het totaal der aan plaatsvervangers gegeven naamstemmen afrekken.

Het afschaffen der voorstellingen van kandidaten tot de plaatsvervanging brengt natuurlijk de wijziging van den vorm des stembriefs mede. Ook stellen we voor terug te keeren tot den bij art. 168 van het Kieswetboek bepaalden vorm, behalve naar het voorbeeld van wat bij art. 258 van dit wetboek aangehaald is, de orde der voorstellingen te vervangen door de alphabetische orde voor de rangschikking der kandidaten in de hun voorbehoudene kolom, en de rangschikkingsorde der volledige of onvolledige lijsten bij loting te doen bepalen, aangezien de laatste kolommen, aan de eveneens door het lot aangewezen alleenstaande kandidaten voorbehouden zijn. Dus wordt voor deze laatsten het zijvakje voor de naamstem afgeschaft. Daar de kiezer slechts een stem uitbrengen mag, volstaat het vakje bovenaan de lijst.

Het bestaan van twee verschillende vakken voor de stemming ten voordeele van den alleenstaanden kandidaat, zou voor den kiezer geen ander uitwerksel kunnen hebben dan zijn stembriefje op hetwelke hij zijn stem in de twee vakken zou aangeteekenen hebben, te doen ongeldig maken.

Een lid onzer Commissie heeft doen opmerken dat dit gevaar blijft bestaan voor de kandidaten der volledige of onvolledige lijsten. Hij doet opmerken en betreurt dat, in dergelijk geval, stembrieven nog al dikwijls vernietigd worden. Naar zijn meening, zou de bovenaan de lijst uitgebrachte stem als niet bestaande moeten aangezien worden wanneer er in dezelfde kolom een naamstem is. 't Is wel deze die den wil van den kiezer uitdrukt.

De commissie, overwegende dat de stemmen welke tevens bovenaan en bezijden aangeteekend werden, tegenstrijdig zijn, oordeelt dat ze voor ongeldig moeten gehouden worden, zoo niet, zou zulks een middel wezen om de stembrieven kenlijk te maken en, bovendien een oorzaak tot verwikkelingen en missingen bij het optellen der stemmen. Bovendien, zal deze tegenstrijdige stemming veel zeldzamer worden in het nieuw stelsel welk den kiezer niet meer toelaat meer dan een stipje der tot de stemming voorbehouden vakken zwart te maken.

De toepassing der evenredige vertegenwoordiging bij de provincieverkiezingen verbiedt, — evenals voor de wetgevende verkiezing, — de « veelvoudige candidaturen » in de provincie. Er dient belet dat een kiesgroep, welke een algemeen gekenden persoon telt, hem laat optreden in verscheidene omschrijvingen waar hij, eens verkozen, verdwijnen zou om plaats te ruimen voor eenen door het kiescollege schier onbekenden plaatsvervanger. De maatregels voorgesteld om de veelvoudige candidaturen te verhinderen maken het voorwerp uit van artikel 9 van het wetsvoorstel en zijn gelijk aan deze welke artikel 256 van het

Kieswetboek toepast op de wetgevende verkiezing, waar de provinciegouverneur in de plaats treedt van den Minister van Binnenlandsche Zaken.

In de uit twee of meer kantons bestaande kiesdistricten, vervullen deze voor de verrichtingen der provincieverkiezing, dezelfde rol als voor de wetgevende verkiezing. De aanduiding der voorzitters (buiten deze wier mandaat door de wet wordt toegekend) wordt onderscheidenlijk voor elk kanton door den voorzitter van het eerste bureel van dit kanton gedaan en niet alleenlijk door den voorzitter van het hoofdbureel. De opnemingsbureelen doen dienst in de hoofdplaats van elk kanton, waaruit voortspuit dat er slechts den volgenden dag kan overgegaan worden tot de algemeene optelling der stemmen die noodzakelijk in het hoofdbureel van het kiescollege geschieden moet, dan wanneer in de uit een enkel kanton samengestelde districten, deze telling onmiddellijk na de opneming en dezelfde dag geschieden mag. Artikels 4, 5 en 15 van het voor-wetontwerp regelen deze verschillende punten volgens de bij het Kieswetboek voorgeschreven gangwijze.

In algemeenen regel en behoudens de in dit voor-ontwerp geschreven afwijkingen, houdt het zich zonder meer aan verschillende artikels en zelfs aan geheele hoofdstukken van het « Kieswetboek ». In deze wijzigingen vermeldt het noch den datum der wet waarbij dit wetboek werd opgemaakt, noch de data der veelvuldige wetten welke het wijzigden of aanvulden. Zulks opdat het wel verstaan weze dat de toepasselijk gemaakte beschikkingen deze zijn van het Wetboek met al de wijzigingen welke het heeft ondergaan of nog zou kunnen ondergaan, zonder dat het noodig weze de toepasselijkheid op de provincieverkiezing telken male aan te halen.

In de « Onderrichtingen voor den kiezer » (model I gevoegd bij het voor-wetontwerp), heeft onze Commissie den tijd van « 8 uur 's morgens tot 1 uur namiddag » voor de toelating der kiezers tot de stemming, behouden. De ondervinding bij de onlangs gehouden gemeenteverkiezingen opgedaan, heeft bewezen dat de verlenging van dezen tijd tot 2 uur aan geen enkele noodwendigheid beantwoordde. Vanaf 1 tot 2 uur bood zich schier niemand meer vóór het kiesbureel aan en aldus werden, zonder het minste nut, de opnemingsverrichtingen vertraagd.

Dien aangaande, deed een lid opmerken dat, om de stemming te bespoedigen, het wenschelijk ware volnummers naast den naam van elken kiezer in de voor de afroepingen en aanstippingen bestemde kiezerslijsten te zetten en deze op de bijeenroepingsbrieven over te brengen.

Dergelijke maatregel, in verscheiden bureelen getroffen, is zeer nuttig geweest om de opzoekingen te verkorten. Alhoewel onze Commissie oordeelt dat de algemeene toepassing van deze werkwijze niet door de wet moet voorgeschreven worden, is zij toch van meening dat de Regeering ze nuttig zou kunnen aanbevelen in hare onderrichtingen aan de gemeentebesturen.

V. — Lijstverbinding.

Ten einde het nut van de toepassing der evenredige vertegenwoordiging te versterken door de in de verschillende kiesdistricten verloren stemmen te vereenigen,

heeft onze Commissie, met 8 stemmen tegen 2, het principieel der lijstgroepeering voor de verdeling der zetels aangenomen.

Nochtans blijft deze groepeerings binnen de grenzen van het bestuurlijk arrondissement. Moest deze over de gansche provincie uitgebreid worden, dan zou het ernstig bezwaar van het bovenmatig vermenigvuldigen der berekeningen ontstaan, en de kiezers en de kandidaten van ver van elkander verwijderde kantons, dewelke met elkaar geen de minste onderlinge betrekking hebben, schijnbaar verbinden. De kiezer zou de draagwijdte zijner stem hoegenaamd niet kunnen kennen daar ze gebeurlijk zou kunnen overgedragen worden op een der ontelbare kandidaten van verschillende kantons. Door de lijstverbinding niet verder uit te breiden dan over het bestuurlijk arrondissement, past men op de provincieverkiezing de schikking toe welke is aangenomen voor de wetgevende verkiezing waar de lijstverbinding zich niet over het gansche Rijk, maar enkel over de provinciën uitstrekt.

Onze commissie heeft verschillende stelsels onderzocht om de mandaten te verdelven over de kiescolleges welke door verklaringen van lijstverbinding samengaan. Ze heeft, inzonderheid, de verdiensten en de mogelijkheid van toepassing gewogen van het stelsel, welk in 1919 in het kieswetboek voor de wetgevende verkiezingen werd ingevoerd, en van dit over hetwelk wij hooger spraken en dat, in 1909, de goedkeuring wegdroeg van de middensectie der Kamer van Volksvertegenwoordigers.

De onvoorwaardelijke aanpassing van het stelsel gekend onder den naam van zijn uitvinder, den achtbaren heer Vande Walle, en ingevoerd in onze kiestwetgeving, zou den schier algemeenen wensch beantwoord hebben om de behandelingswijze der verrichtingen voor de provincie en voor de wetgevende verkiezingen op denzelfden voet toe te passen, maar de vele en ingewikkelde berekeningen maken het begripen der gebruikte werkwijzen erg moeilijk en het vaststellen der uitslagen zeer lastig. Deze laatste moeilijkheid zou voor de provincieverkiezing nog veel erger wezen dan zij was voor de wetgevende verkiezingen, waar het werk gedaan wordt in de hoofdplaats der provincie door een goed ingericht bureau, waaraan nog goede berekenaars zijn toegevoegd.

De ingewikkelde berekeningen spruiten voornamelijk voort uit het vaststellen der lokale breuken bestemd om opvolgenlijk, — na de eerste verdeling der zetels, — de kiesomschrijvingen aan te duiden waar de kiesgroepeerings, welke op aanvullende zetels recht hebben, zich deze zetels zullen zien toekennen. Te welken titel moeten deze lokale breuken — bekomen door de kiesquotienten der lijsten te deelen door het aantal zetels welke de lijst opvolgenlijk zou bekomen indien de aanvullende zetels haar telkenmale toegekend ware, — te welken titel, zeggen wij, moeten deze lokale breuken aangezien worden als juist de onderscheidenlijke rechten der kiesgroepeerings en der omschrijvingen bepalend? Het is niet gemakkelijk zich er rekenschap van te geven en wij blijven besluiteloos, zooniet in twijfel voor wat de juistheid der uitslagen betreft.

Dit zeggen wij ten andere, zonder het wetenschappelijk karakter van de handelwijze noch de billijkheid harer toepassing te betwisten. Maar het volstaat niet dat de uitslagen juist zijn, het is geraadzaam dat zij als dusdanig in 't oog springen. Ook zijn wij van meening geweest de bewerkingen te

vereenvoudigen door het vaststellen dezer lokale breuken te laten varen en deze te vervangen door het cijfer zelf der stemoverschotten welke, na de eerste verdeling, in elk kiesdistrict onbenuttigd blijven, daar de sterkste overschotten de toekenning der zetels bepalen.

Deze wijziging in de eindverrichting der kiezing brengt maar heel weinig veranderingen aan de teksten van het Kieswetboek. Heel het stelsel van dit wetboek blijft toepasselijk. Dit heeft het ernstig nut de gangwijze betreffende de provincieverkiezing met lijstverbinding het voordeel te verschaffen van al de uitleggingen, onderrichtingen en ophelderingen waarvan het nieuw stelsel voor de eerste maal bij de Wetgevende Kamers toegepast, het voorwerp uitmaakte.

Men zal niet staan tegenover eene nieuwe maar wel tegenover eene bestaande inrichting in hare werking vereenvoudigd.

De band welke de verklaringen van lijstgroepeerings tusschen de verkiezingen van verschillende districten leggen, verplicht natuurlijk de overheden, — hier de provincieraad — belast met het nazien der geloofsbriefven, over te gaan tot een gezamenlijk onderzoek alvorens over elk dezer verkiezingen uitspraak te doen. Een ernstige moeilijkheid kan zich voordoen wanneer de verkiezingen moeten verbroken worden van een district dat door de lijstverbinding met de verkiezingen van andere districten, waar alles regelmatig was, verbonden is.

Men mag deze laatste niet eenvoudigweg, zonder nader onderzoek, geldig verklaren, dewijl in het vaststellen der cijfers welke de uitgeroepen uitslagen medebrachten, de stemmen der vernietigde kiezing werden bijgerekend. Het ware ook niet voldoende deze stemmen als niet bestaande te aanzien en ze af te tellen (deze stemmen hebben eerst gediend om onderscheidenlijk, en de sterkte, en het aantal der verschillende groepen te bepalen, vervolgens om de lijsten eener zelfde groepeerings te rangschikken in de orde waarin zij moeten voorkomen om de aan de groepeerings toekomende zetels in bezit te nemen.) Dit ware de geldig verbondene lijsten berooven van een wettig voordeel op hetwelk gerekend en dat bekomen is. Anderzijds kon de lijstverbinding, door de sympathie of door den afkeer welke zij bij het kiezerskorps verwekte, een drukking op de stemming uitgeoefend hebben. Men mag dit *a posteriori* niet verwerpen, daar zij bestond en haar zedelijk uitwerksel had op het oogenblik waarop de kiezer moest uitspraak doen.

Moet men dus al de verkiezingen van heel het arrondissement vernietigen uit oorzaak der onregelmatigheden van een harer? Het ware al te streng er aldus oppermachtig over te beslissen. Er valt te onderscheiden.

Indien de onregelmatigheid de lijstverbinding zelf betreft gelijk in 't geval waar het centraal arrondissementsbureau verschillende lijsten, niettegenstaande kandidaten van een harer hun toetreding niet gaven, gegroepeerd heeft verklaard; zoo ook in 't geval dat een lijst tot een kiesgroep behoorend, ten onrechte zou toegelaten of afgewezen geweest zijn, dan zal de algemeene verbreking zich meesttijds opdringen, daar de kiezers bedrogen geweest zijn in al de districten waar er lijstverbinding was en het is moeilijk den invloed na te gaan welken de missing op hun stemming heeft kunnen uitoefenen. In

't algemeen mag men zeggen dat, wanneer in een district begane onregelmatigheden eenen terugslag hebben in de andere districten, zoodanig dat de juistheid en oprechtheid der daar aangeteekende uitslagen worden in twijfel getrokken, zelfs eene gedeeltelijke geldigverklaring niet te rechtvaardigen is.

Wanneer, integendeel, deze onregelmatigheden zonder terugslag in de naburige districten geweest zijn en enkel uitwewksel konden hebben in de omschrijving waar zij zich voordeden, — zulks is het geval wanneer niet-kiezers tot de stembus werden toegelaten, wanneer kiezers ten onrechte ervan werden verwijderd, zulks is nog het geval wanneer *afzonderlijke* lijsten ten onrechte op den stembrief, hetzij ingeschreven of vergeten werden, — dan past het, in de andere districten als geldig verworven te aanzien, de zetels die werden toegeteekend *door de eerste verdeeling* : deze welke uitsluitelijk gedaan wordt naar gelang der in dit district uitgebrachte stemmen. Daar zou dus een gedeeltelijke geldigverklaring zijn.

Wat zal er in dit geval van de aanvullende zetels geworden : deze welke in tweede verdeeling toegekend werden met toevoeging der stemmen bekomen in het district waar de verrichtingen gansch vernietigd werden?

Ze openstaande verklaren, zulks ware er de meerderheid mede begiftigen, want dikwijls zou de gedeeltelijke verkiezing welke zou bevolen worden, maar voor een zetel per district gedaan worden. Er zou dus geen evenredige vertegenwoordiging meer te vinden zijn in den uitslag der twee verkiezingen.

Het voorbehouden der beslissing betreffende deze aanvullende zetels tot na de nieuwe raadpleging van het kiezerskorps van het district waar de werkzaamheden moeten herbegonnen worden, schijnt wel de billijkste oplossing. Voor de nieuwe verkiezingen zouden de vroeger geldig verklaarde lijstverbindingen van rechtswege behouden worden en van kracht zijn voor de lijsten wier samenstelling geen enkele wijziging ondergaan heeft. Geen enkel nieuwe verklaring van groepeerings zou aanvaard worden. En aldus zouden de berekeningen betreffende de tweede verdeeling der mandaten onder de verbondene lijsten der verschillende districten van het arrondissement eenvoudig volgens de nieuwe cijfers verbeterd worden. Het centraal arrondissementsbureau, wederom in 't bezit der noodige stukken zijnde om deze berekeningen te doen, zou voor gansch het arrondissement, overgegaan tot eene volledige uitroeping der werkelijke en plaatsvervangende gekozenen, bij uitzondering van dezen wier geloofsbrieven reeds goedgekeurd werden.

De menigvuldige gevallen van nietigverklaring welke kunnen voorkomen, de ingewikkelde toestanden welke zich kunnen opdringen, laten het verordnen niet toe van vaste regelen, volgens dewelke de provincieraad de geldigverklaring der verkiezingen zou moeten doen. Deze raad behoudt zijn volle recht om te oordeelen en te beslissen, maar een nieuw wettelijk middel wordt hem aangewezen welk hij, zonder eene bepaling der wet, niet had kunnen gebruiken, namelijk : het samenvoegen, onder zekere duidelijk bepaalde voorwaarden, der uitslagen van twee achtereenvolgende verkiezingen.

Dit is het voorwerp van artikel 36 van het voor-wetsontwerp.

VI. — Verschillende bepalingen.

Het hierbijgaand voor-wetsontwerp is opgesteld naar het algemeen plan der provinciekieswet van 22 April 1898 welke geheel zou ingetrokken worden. De te behouden bepalingen worden er in vermeld.

De nieuwe en de gewijzigde artikelen bevatten of passen de hooger toege-lichte regels en principen toe. Zij hebben inzonderlijk betrekking op titels I (over de kiescolleges en kiesbureelen) en II (over de kiesverrichtingen), der gezegde wet.

Het meerendeel van de beschikkingen der titels III (over de verkiesbaarheid en de overeenbaarheden), IV en V (inrichtingsbepalingen en verschillende bepalingen), vergen geen tekstverandering. Het opstel van sommige teksten heeft evenwel moeten in overeenstemming gebracht worden met de nieuwe toestanden. Wij zullen hier deze aanhalen en uiteenzetten welke niet enkel voor den vorm zijn.

Wat de voorwaarden van verkiesbaarheid betreft, oordeelen wij dat, gelijk het beslist werd, voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers en voor de gemeente, de vrouwen zouden toegelaten worden om deel te maken van de provincieraden. Dezelfde redenen welke haar dit recht hebben doen toekennen voor de wetgevende- en gemeentemandaten gelden evenveel voor de provincie- en gemeentemandaten.

De voorwaarde van inboorlingschap: « Belg zijn van geboorte of de groote naturalisatie verkregen hebben », is hier voor de vrouw zooveel als voor den man verplichtend. Een vreemde die eenen Belg gehuwd heeft en die alzoo, door haar huwelijk, de hoedanigheid van Belg verkregen heeft, zal dus niet verkiesbaar zijn. Zij moet het niet zijn. Met te trouwen heeft de vreemde eene verandering van nationaliteit *ondergaan* maar niet gewild. De deelneming aan het bestuur der openbare zaken kan enkel toegelaten worden aan deze die door hun afstamming aan den Vaderlandschen bodem zijn gehecht, alsmede aan het gering getal van dezen wien de Natie zelve de politieke rechten terzelve tijd als het inboorlingsrecht toegekend heeft. Hier is het geheel anders. De vrouw heeft niet de Natie, maar wel den echtgenoot gekozen en de Natie heeft niets te zeggen gehad.

Om desaangaande alle verkeerde uitlegging te vermijden, bevat het voor-wetsontwerp eene stipt bepaalde bedinging dewelke als eene wettelijke uitlegging is (artikel 21). Anderzijds, bevat dit artikel nog eens de uitsluiting der vrouw die, Belg door geboorte of door de groote naturalisatie, de hoedanigheid van Belg door haar huwelijk met een vreemde verloren en deze, nadien, niet teruggekregen heeft. Deze uitsluiting spruit duidelijk uit de artikelen 4, 5 en 6 der Grondwet alsmede uit artikel 11, 2° der wet van 8 Juni 1909, maar zij stond niet in de provinciewet van 1908, aangezien er hier enkel spraak was van mannelijke burgers.

Daar de vrouw dus tot lid van een provincieraad kan gekozen worden, valt de gelijktijdige kiezing van twee echtgenooten te voorzien en hun tegenwoordige schikkingen toe te passen waarbij het verboden wordt aan bloed- of aanverwanten terzelve tijd te zetelen. Artikelen 24 en 26 van het voor-wetsontwerp wijzigen in dien zin de in voege zijnde teksten, maar zij maken dit verbod nog

meer algemeen met het aan de echtgenooten toe te passen zelfs wanneer hun huwelijk na de kiezing komt. Zulks werd overigens reeds beslist voor de leden der gemeenteraden.

Het voorrangsrecht onder de in hetzelfde district gekozene echtgenooten, bloed- of aanverwanten die niet te zamen mogen zetelen, komt toe aan dezen die het meeste getal stemmen bekomen heeft. Voor het berekenen van dit getal, dient er rekening gehouden met de verandering van het stelsel in die wijze op dewelke de lijststemmen aan de kandidaten toegekend worden. De stemmen uitgebracht aan het hoofd eener lijst geven niet meer één stem aan elk der kandidaten der lijst, maar wel aan een onder hen. Zij worden toegerekend bij wijze van overdracht tot een *voldoende getal om een zetel toe kennen*. Daaruit volgt dat de vastgestelde grens voor deze overdracht een min of meer groot overschot lijststemmen aan de gekozenen heeft kunnen ontnemen, omdat zij ze niet meer nodig hadden om gekozen te zijn, maar deze stemmen moeten hun tijdelijk teruggegeven worden, om het vaststellen van de voorkeur door het kiezerskorps uitgebracht, toe te laten. Daaruit spruit alinea 2 van artikel 24.

Bij de opgesomde betrekkingen welke onvereinbaar zijn met het provincie-mandaat, heeft onze commissie het goed gevonden deze te voegen van gemeentesecretaris, gemeenteontvanger en ambtenaar of beambte van het gemeentebestuur (art. 23 van het voor-ontwerp). De ondergeschikte agent der gemeenteoverheden die een mandaat van provincieraadsheer bekleeden zouden te veel aanzien hebben en dit zou kunnen eene inmenging van gezag en invloed verwekken, welke den regelmatigen gang der gemeentediens ten zou belemmeren.

Het spreekt van zelf, dat de opsomming welke in artikel 23 voorkomt de onvereinbaarheden niet buitensluit welke uit andere wetten zouden kunnen voortspuiten.

Aangaande den duur der mandaten van provincieraadslid en hunne gedeeltelijke vernieuwing op geregelde tijdstippen, hier dient rekening gehouden met de nieuwe inrichting.

Onder het nog in voege zijnde stelsel worden de provincieraden bij helfte vernieuwd om de vier jaar. Te dien einde worden de kantons in twee reeksen verdeeld. Het voor-ontwerp schrijft de algeheele hernieuwing der raden voor om de acht jaar en als gevolg daarvan, wordt de verdeeling der provincieraadsleden in twee reeksen afgeschaft. (Art. 31 van het voor-ontwerp).

De hernieuwing bij helfte der uit de kiezing gesproten beraadslagende lichamen, beantwoordt aan eene noodzakelijkheid wanneer de kiezing enkel door de meerderheid der kiezers gedaan wordt. Zij laat de vergadering toe hare werkzaamheden ongestoord voort te zetten, en bij verplaatsing der meerderheid, wordt het vermeden dat zij op 't onverwachts uitsluitelijk uit nieuwe mannen zou samengesteld zijn. Zulks is niet meer te vreezen van den oogenblik dat de evenredige vertegenwoordiging hare matigende rol vervult.

De duurtijd der mandaten der provincieraadsleden en der bestendige afgevaardigden zou op 8 jaar behouden blijven. Het terzeldertijd eindigen der provin-

ciale- en senatoriale mandaten schijnt wenschelijk doordien de gedeeltelijke hernieuwing van den Senaat door de provincieraden gedaan wordt.

Wij zijn van oordeel geweest dat wij ons niet moesten bezig houden met het gebeurlijk toepassen der evenredige vertegenwoordiging op de leden der bestendige deputaties. Dit betreft de provinciewet niet. Daarom hielden wij buiten onze besprekingen het artikel 96 der provinciewet betreffende het aanduiden der bestendige afgevaardigen onder de raadsleden die tot de verschillende rechterlijke arrondissementen der provincie behooren.

Bij het voor-wetsontwerp dat wij de eer hebben u voor te leggen, gaat een model van « Onderrichtingen voor den Kiezer », geschikt naar de nieuwe bedingen der wet, alsmede een nieuw model van stembrief. Dit zijn de bijlagen van de provinciekieswet. Wat de tabel betreft welke het samenstellen der kies-districten en de onder hen eerste verdeeling der provincieraadsleden geeft, tabel hier insgelijks bijgevoegd, deze moet aanhangig zijn aan de provinciewet zelve. Het is deze tabel welke artikel 2 van het voor-wetsontwerp bedoelt voorwat betreft niet alleen het groepeeren van kantons in kiesomschrijvingen maar ook, voorloopig, wat betreft de verdeeling onder deze laatste, van de provincieraadsleden, zoolang zij ten gevolge van de tienjaarlijksche volkstelling, niet zal herzien zijn.

De Eerste Minister,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

H. CARTON DE WIART.

TABEL GEVOEGD BIJ DE PROVINCIEWET (art. 2).**SAMENSTELLING DER KIESDISTRICTEN.****Verdeeling der provincieraadsleden.**

Nota. — Elk der districten is samengesteld uit de kieskantons naast den naam van het district tusschen haakjes opgegeven.

De hoofdplaats van het district is de gemeente waarvan het district den naam draagt.

PROVINCIE ANTWERPEN (80 raadsleden).**Bestuurlijk arrondissement Antwerpen.**

- District Antwerpen* (kieskanton Antwerpen) : 26 raadsleden.
— *Boom* (kieskantons Boom en Contich) : 6 raadsleden.
— *Borgerhout* (kieskantons Borgerhout en Berchem) : 10 raadsleden.
— *Eeckeren* (kieskantons Eeckeren, Brecht en Santhoven) : 8 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Mechelen.

- District Mechelen* (kieskantons Mechelen en Puers) : 9 raadsleden.
— *Lier* (kieskantons Lier, Duffel en Heyst-op-den-Berg) : 8 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Turnhout.

- District Turnhout* (kieskantons Turnhout en Hoogstraeten) : 4 raadsleden
— *Herenthals* (kieskantons Herenthals en Westerloo) : 4 raadsleden.
— *Moll* (kieskantons Moll en Arendonck) : 5 raadsleden.

PROVINCIE BRABANT (90 raadsleden).**Bestuurlijk arrondissement Brussel.**

- District Brussel* (kieskanton Brussel) : 14 raadsleden.
— *Anderlecht* (kieskanton Anderlecht) : 5 raadsleden.
— *Hal* (kieskantons Hal en Sint-Kwintijus-Lennik) : 5 raadsleden.
— *Elsene* (kieskanton Elsene) : 6 raadsleden.
— *Sint-Jans-Molenbeek* (kieskanton Sint-Jans-Molenbeek) : 6 raadsleden.
District Sint-Gillis (kieskantons Sint-Gillis en Ukkel) : 8 raadsleden.
— *Sint-Joost-ten-Noode* (kieskanton Sint-Joost ten-Noode) : 5 raadsleden.

District Schaerbeek (kieskanton Schaerbeek) : 6 raadsleden.

— *Vilvoorde* (kieskantons Vilvoorde, Assche en Wolverthem) : 7 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Leuven.

District Leuven (kieskanton Leuven) : 7 raadsleden.

— *Diest* (kieskantons Diest, Aerschot en Haecht) : 5 raadsleden.

— *Thienen* (kieskantons Thienen, Glabbeek-Zuurbeemd en Zout-Leeuw) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Nijvel.

District Nijvel (kieskantons Nijvel en Genepiën) : 5 raadsleden.

— *Waver* (kieskantons Waver, Geldenaeken en Perwez) : 6 raadsleden.

WEST-VLAANDEREN (80 raadsleden).

Bestuurlijk arrondissement Brugge.

District Brugge (kieskantons Brugge en Thourout) : 15 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Kortrijk.

District Kortrijk (kieskantons Kortrijk en Harlebeke) : 10 raadsleden.

— *Meenen* (kieskantons Meenen en Moorseele) : 5 raadsleden.

— *Moescroen* (kieskantons Moescroen en Avelghem) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Dixmuide.

District Dixmuide (kieskanton Dixmuide) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Veurne.

District Veurne (kieskantons Veurne en Nieuipoort) : 3 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Oostende.

District Oostende (kieskantons Oostende en Ghistel) : 8 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Rousselaere.

District Rousselaere (kieskanton Rousselaere) : 5 raadsleden.

— *Iseghem* (kieskantons Iseghem, Ardoye en Hooghelede) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Thielt.

District Thielt (kieskantons Thielt, Meulebeke, Oostroensebeke en Ruysselede) : 7 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Yper.

District Yper (kieskantons Yper, Passchendaele en Wervicq) : 7 raadsleden.

— *Poperinghe* (kieskantons Poperinghe, Meessen en Rousbrugge-Haringhe) : 4 raadsleden.

OOST-VLAANDEREN (90 raadsleden).**Bestuurlijk arrondissement Gent.**

District Gent (kieskanton Gent) : 14 raadsleden.

— *Deynze* (kieskantons Deynze, Nazareth en Nevele) : 5 raadsleden.

— *Evergem* (kieskantons Evergem, Somergem en Waerschoot) : 6 raadsleden.

District Ledeborg (kieskantons Ledeborg, Loochristy en Oosterzeele) : 8 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Aalst.

District Aalst (kieskanton Aalst) : 6 raadsleden.

— *Geeraardsbergen* (kieskantons Geeraardsbergen en Ninove) : 5 raadsleden.

District Sottegem (kieskantons Sottegem en Herzele) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Audenaarde.

District Audenaarde (kieskantons Audenaarde en Cruyshautem) : 5 raadsleden.

District Ronse (kieskantons Ronse, Sint-Maria-Hoorebeke en Nederbrakel) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Eecloo.

District Eeclo (kieskanton Eeclo, Assenede en Caprycke) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Sint-Nicolaas.

District Sint-Nicolaas (kieskantons Sint-Nicolaas en Lokeren) : 6 raadsleden.

District Temsche (kieskantons Temsche, Beveren en Sint-Gillis-Waes) : 8 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Dendermonde.

District Dendermonde (kieskantons Dendermonde en Wetteren) : 7 raadsleden.

District Zele (kieskantons Zele en Hamme) : 4 raadsleden.

PROVINCIE HENEGOUW (90 raadsleden)**Bestuurlijk arrondissement Bergen.**

District Bergen (kieskanton Bergen) : 6 raadsleden.

— *Boussu* (kieskantons Boussu en Lens) : 7 raadsleden.

— *Dour* (kieskanton Dour en Pâturages) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Ath.

District Ath (kieskantons Ath, Chièvres, Flobecq, Frasnes-lez-Buissinhal en Quevaucamps) : 7 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Charleroi.

District Charleroi (kieskanton Charleroi) : 10 raadsleden.

— *Chât-lei* (kieskantons Châtelet en Gosselies) 8 raadsleden.

— *Fontaine-l'Évêque* (kieskantons Fontaine-l'Évêque en Seneffe) : 7 raadsleden.

District Jumet (kieskantons Jumet en Marchienne-au-Pont) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Soniën.

District Soniën (kieskantons Soniën, Elingen en Lessen) : 6 raadsleden.

— *La Lourière* (kieskantons La Louvière en Roculx) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Thuin.

District Thuin (kieskantons Thuin, Beaumont en Chimay) : 4 raadsleden.

— *Binche* (kieskantons Binche en Merbes-le-Château) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Doornijk.

District Doornijk (kieskantons Doornijk, Celles en Templeuve) : 6 raadsleden.

District Peruwelz (kieskantons Peruwelz, Antoing en Leuze) : 5 raadsleden.

PROVINCIE LIMBURG (60 raadsleden).**Bestuurlijk arrondissement Hasselt.**

District Hasselt (kieskanton Hasselt) : 8 raadsleden.

— *Beeringen* (kieskanton Beeringen) : 6 raadsleden.

— *Herck-de-Stad* (kieskanton Herck-de-Stad) : 4 raadsleden.

— *Sint-Truiden* (kieskanton Sint-Truiden) : 8 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Maeseyck.

District Maeseyck (kieskanton Maeseyck) : 4 raadsleden.

— *Bree* (kieskantons Bree en Peer) : 5 raadsleden.

— *Neerpelt* (kieskanton Neerpelt) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Tongeren.

District Tongeren (kieskantons Tongeren en Sijhem-Sussem en Bolré) : 8 raadsleden.

District Bilsen (kieskantons Bilsen en Mechelen) : 7 raadsleden.

— *Looz* (kieskanton Looz) : 5 raadsleden.

PROVINCIE LUXEMBURG (50 raadsleden).**Bestuurlijk arrondissement Aarlen.**

District Aarlen (kieskantons Aarlen en Messancy) : 9 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Bastenaeken.

District Bastenaeken (kieskantons Bastenaeken, Fauvillers en Sibret) : 5 raadsleden.

District Vielsalm (kieskantons Vielsalm en Houffalize) : 4 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Marche.

District Marche (kieskantons Marche, Durbuy en Nassogne) : 6 raadsleden.

— *Laroche* (kieskantons Laroche en Erezée) : 4 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Neufchâteau.

District Neufchâteau (kieskantons Neufchâteau en St-Hubert) : 7 raadsleden.

— *Bouillon* (kieskantons Bouillon, Paliseul en Wellin) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Virton.

District Virton (kieskanton Virton) : 4 raadsleden.

— *Florenville* (kieskantons Florenville en Etalle) : 5 raadsleden.

PROVINCIE NAMEN (60 raadsleden).**Bestuurlijk arrondissement Namen.**

District Namen (kieskanton Namen) : 14 raadsleden.

— *Andenne* (kieskanton Andenne) : 4 raadsleden.

— *Eghezée* (kieskanton Eghezée) : 4 raadsleden.

— *Fosses* (kieskanton Fosses) : 8 raadsleden.

— *Gembloers* (kieskanton Gembloers) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Dinant.

District Dinant (kieskantons Dinant, Beauraing en Gedinne) : 9 raadsleden.

— *Ciney* (kieskantons Ciney en Rochefort) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Philippeville.

District Philippeville (kieskantons Philippeville en Couvin) : 5 raadsleden.

— *Florennes* (kieskantons Florennes en Walcourt) : 5 raadsleden.

PROVINCIE LUIK (80 raadsleden).**Bestuurlijk arrondissement Luik.**

District Luik (kieskanton Luik) : 15 raadsleden.

— *Fexhe-Slins* (kieskantons Fexhe-Slins en Dalhem) : 4 raadsleden.

— *Fleron* (kieskantons Fleron en Louveigné) : 7 raadsleden.

— *Herstal* (kieskantons Herstal en Grivegnée) : 7 raadsleden.

— *St-Nicolas* (kieskantons St-Nicolas en Hollogne-aux-Pierres) : 9 raadsleden.

District Seraing (kieskanton Seraing) : 6 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Hoei.

District Hoei (kieskantons Hoei, Ferrières, Héron, Jehay-Bodegnée en Nandrin) : 9 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Verviers.

District Verviers (kieskanton Verviers) . 5 raadsleden.

— *Dison* (kieskantons Dison, Aubel, Herve en Limburg) : 6 raadsleden.

District Spa (kieskantons Spa en Stavelot) : 5 raadsleden.

Bestuurlijk arrondissement Borgworm.

District Borgworm (kieskantons Borgworm, Hannut en Landen) : 7 raadsleden.



(ANNEXE AU N° 314).

(BIJLAGE BIJ N° 314)

PROJET DE LOI

organique des élections provinciales.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté en Notre Nom par Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, aux Chambres législatives :

TITRE PREMIER.

Des collèges et des bureaux électoraux.

ARTICLE PREMIER.

Les élections provinciales se font par *district électoral*, circonscription formée dans chaque arrondissement administratif, d'un ou de plusieurs

ONTWERP

van inrichtingswet der provincieverkiezingen.

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandse Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan den inhoud volgt, zal, in Onzen Naam, door Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandse Zaken, ter Wetgevende Kamers voorgedragen worden.

TITEL I.

Over de kiescolleges en de kiesbureelen.

EERSTE ARTIKEL.

De provincieverkiezingen geschieden per *kiesdistrict*, welke omschrijving in elk bestuursarrondissement gevormd is door een of

cantons électoraux fixés par l'article 137 du Code électoral.

Le groupement de cantons est établi par le tableau annexé à la loi provinciale.

ART. 2.

Le nombre de conseillers à élire est déterminé, pour chaque district, par le tableau de répartition des conseillers provinciaux, annexé à la loi en vigueur au moment de l'élection.

ART. 3.

Les dispositions des articles 138 à 152 et 155 du Code électoral sont applicables aux élections provinciales, sauf les modifications résultant des articles 4 et 5 ci-après.

ART. 4.

Le premier bureau du chef-lieu du district électoral fonctionne comme bureau principal du collège électoral. Ce chef-lieu est la commune qui donne son nom au district.

ART. 5.

Le président du premier bureau de chaque canton désigne, parmi les électeurs du canton, les présidents des bureaux dont la présidence n'appartient pas à l'une des personnes indiquées à l'article 143 du Code électoral; il désigne, en outre, parmi ces mêmes électeurs, un président suppléant pour chacun des bureaux présidés par des magistrats non électeurs dans le canton

meer kieskantons, bepaald bij artikel 137 van het Kieswetboek.

De groepeerings van kantons wordt bepaald door de tabel, welke bij de provinciewet gevoegd is.

ART. 2.

Het aantal te verkiezen raadsleden wordt voor elk district bepaald door de indeelingstabel der provincieraadsleden, gevoegd bij de wet, welke op het oogenblik der verkiezing van kracht is.

ART. 3.

De bepalingen van artikelen 138 tot 152 en 155 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de provincieverkiezingen, behoudens de wijzigingen spruitende uit artikelen 4 en 5 hieronder.

ART. 4.

Het eerste bureel der hoofdplaats van het kiesdistrict werkt als hoofdbureel van het kiescollege. Deze hoofdplaats is de gemeente, naar dewelke het district genoemd wordt.

ART. 5.

De voorzitter van het eerste bureel van elk kanton wijst, onder de kiezers van het kanton, de voorzitters aan der bureelen waarvan het voorzitterschap niet behoort aan een der personen aangeduid bij artikel 143 van het kieswetboek; daarenboven wijst hij, onder dezelfde kiezers, een plaatsvervangenden voorzitter aan voor ieder der bureelen, voorgezeten door magistra-

et obligés de se rendre dans un autre canton pour déposer leur vote. Le jour du scrutin, le suppléant remplace le titulaire pendant l'absence de celui-ci.

ART. 6.

Les membres des bureaux électoraux reçoivent chacun, sur le fonds de la province, un jeton de présence dont le montant est fixé par le Conseil provincial. Le jeton ne peut être inférieur à 10 francs, ni supérieur à 20 francs pour les membres du bureau principal et pour les présidents et les secrétaires des autres bureaux; il ne peut être inférieur à 6 francs ni supérieur à 10 francs pour les assesseurs des bureaux sectionnaires, pour les présidents suppléants et pour les membres assumés pour compléter un bureau de dépouillement en exécution de l'article 178, alinéa 2, du Code électoral.

Le cas échéant, et sauf en ce qui concerne les présidents suppléants, le jeton se partage également entre le titulaire et celui qui l'a remplacé dans le cours des opérations, s'ils ont effectivement siégé l'un et l'autre.

Les Conseils provinciaux peuvent, en outre, allouer, aux frais de la province, des indemnités de déplacement aux membres des bureaux électoraux, sans pouvoir dépasser le taux fixé à l'article 149 du Code électoral.

ten die, geen kiezer in het kanton, verplicht zijn naar een ander kanton te gaan stemmen. Op den dag der stemming wordt de titularis gedurende zijn afwezigheid vervangen door den plaatsvervanger.

ART. 6.

De leden der kiesbureelen ontvangen elk, op de provinciegelden, een zitpenning, waarvan het beloop door den provincieraad wordt vastgesteld. De penning mag niet minder dan 10 frank en niet meer dan 20 frank bedragen voor de leden van het hoofdbureel en voor de voorzitters en secretarissen der andere bureelen; hij mag niet minder dan 6 frank noch meer dan 10 fr. bedragen voor de bijzitters der afdelingsbureelen, voor de plaatsvervangende voorzitters en voor de leden, bijgenomen om een stemopnemingsbureel voltallig te maken, in uitvoering van artikel 178, alinea 2, van het Kieswetboek.

In voorkomend geval, en behalve wat de plaatsvervangende voorzitters betreft, wordt de penning gelijk verdeeld tusschen den titularis en dengene die hem in den loop der werkzaamheden heeft vervangen, zoo beiden wezenlijk gezeteld hebben.

De provincieraden mogen bovendien, op kosten der provincie, verplaatsingsvergoedingen toekennen aan de leden der kiesbureelen, zonder het bedrag, vastgesteld bij artikel 149 van het Kieswetboek, te mogen overschrijden,

TITRE II.**Des opérations électorales.****ART. 7.**

Les dispositions des titres V et XI du Code électoral sont applicables aux élections provinciales, sauf les modifications résultant des articles 8 à 20 ci-après :

ART. 8.

L'instruction modèle I, annexée au Code électoral et visée aux articles 155, 160, 167 et 172 de ce Code est remplacée, pour les élections provinciales, par l'instruction modèle I annexée à la présente loi. Deux exemplaires de cette loi sont déposés dans la salle d'attente à la disposition des électeurs, concurremment avec les deux exemplaires du Code électoral dont le dépôt est prévu à l'article 161 du dit Code.

ART. 9.

Les actes de présentation de candidats aux places de conseiller provincial doivent être signés par cinquante électeurs provinciaux au moins.

Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des membres à élire, ni comprendre de candidats spécialement présentés pour la suppléance.

Nul ne peut être présenté à la fois comme candidat sur deux ou plusieurs listes dans la province. Pour assurer la radiation des candidats qui auraient accepté une candidature dans plus d'un collège élec-

TITEL III.**Over de kiesverrichtingen.****ART. 7.**

De bepalingen van titels V en XI van het Kieswetboek zijn van toepassing op de provincieverkiezingen, behoudens de wijzigingen spruitende uit artikelen 8 tot 20 hieronder.

ART. 8.

De onderrichting model I, gevoegd bij het Kieswetboek en bedoeld bij artikelen 155, 160, 167 en 172 van dit Wetboek wordt, voor de provincieverkiezingen, vervangen door de onderrichting model I, gevoegd bij de tegenwoordige wet. Twee exemplaren dezer wet worden in de wachtzaal neergelegd, ter beschikking der kiezers, te zamen met de twee exemplaren van het Kieswetboek, waarvan de neerlegging bij artikel 161 van genoemd Wetboek voorzien is.

ART. 9.

De akten van candidaatstelling voor de plaatsen van provincieraadslid moet ondertekend zijn door minstens 50 provinciekiezers.

Geen enkele lijst mag meer candidaten behelzen als er leden te verkozen zijn, noch bijzonder voor de plaatsvervanging voorgestelde candidaten bevatten.

Niemand mag te gelijk worden voorgedragen als candidaat op twee of meer lijsten in de provincie. Tot het schrappen van de candidaten die, ter zelfder verkiezing, in meer dan een kiescollege een candidatuur zou-

toral dans la même élection, le président du collège électoral, le jour même de l'arrêt de la liste des candidats, fait connaître d'urgence les noms et prénoms de ceux-ci au Gouverneur de la province, qui lui signalera les candidatures multiples.

ART. 10.

Les témoins des candidats autres que les candidats eux-mêmes doivent être électeurs provinciaux dans le district électoral.

ART. 11.

Lorsque le nombre des candidats ne dépasse pas celui des mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus sans autre formalité.

Dans ce cas, le jeton de présence dû en vertu de l'article 6 est réduit de moitié.

ART. 12.

Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, les noms des candidats sont inscrits dans le bulletin à la suite les uns des autres, sur une même ligne, dans l'ordre indiqué par un tirage au sort. Chaque nom est surmonté d'une case réservée au vote et d'un numéro d'ordre imprimé en chiffres arabes et en gros caractères.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, le bulletin contient autant de colonnes qu'il y a de listes complètes ou incomplètes plus une colonne où sont portés, dans l'ordre indiqué par un tirage au sort, les noms des candidats présentés isolément.

den aanvaard hebben, maakt de voorzitter van het kiescollege, op den dag zelf van de sluiting der candidatenlijst, dringend de namen en voornamen dezer kandidaten bekend aan den Gouverneur der provincie, die hem de meervoudige candidaturen zal opgeven.

ART. 10.

De getuigen der kandidaten, andere dan de kandidaten zelf, moeten provinciekiezer in het kiesdistrict zijn.

ART. 11.

Wanneer het aantal der kandidaten dat der te begeven mandaten niet overtreft, worden deze kandidaten zonder verdere vormvereischten tot verkozenen uitgeroepen.

In dit geval wordt de zitpenning, krachtens artikel 6 verschuldigd, met de helft verminderd.

ART. 12.

Valt er slechts een lid te verkiezen, dan worden de namen der kandidaten een voor een, op een zelfde lijn en in bij loting aangeduide orde, op den stembrief ingeschreven. Boven elken naam staat een stemvakje voor de stemming en een in arabische cijfers en in vette letter gedrukt volgnummer.

Valt er meer dan een lid te verkiezen, dan behelst de stembrief zooveel kolommen als er volledige of onvolledige lijsten zijn, met daarbij een kolom waarin, naar bij loting aangeduide orde, de namen der alleen voorgedragen kandidaten worden opgenomen.

Les candidats qui se présentent ensemble sont portés dans une même colonne selon l'ordre des présentations. L'ordre à observer entre les listes complètes ou incomplètes est déterminé par un tirage au sort. Les dernières colonnes sont réservées aux candidats présentés isolément.

Chacune des listes complètes ou incomplètes et chacun des noms des candidats isolés sont surmontés d'une case réservée au vote. Une case semblable, mais de dimensions moindres, se trouve à côté du nom de chaque candidat appartenant à une liste complète ou incomplète. Un chiffre arabe, correspondant au numéro d'ordre de la liste ou du nom du candidat isolé, est imprimé en gros caractères en tête de chaque liste ou à côté de la case surmontant le nom du candidat isolé.

Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier.

Le tout conformément au modèle II annexé à la présente loi.

ART. 13.

Lors des élections pour le renouvellement des conseils provinciaux, les candidats d'une liste peuvent, avec l'assentiment des électeurs qui les ont présentés, déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats nominativement désignés de listes présentées dans d'autres districts électoraux du même arrondissement administratif.

De candidaten die zich te zamen voordragen komen staan in eene zelfde kolom volgens de orde der candidaatstellingen. De in acht te nemen orde tusschen de volledige of onvolledige lijsten wordt bij loting bepaald. De laatste kolommen zijn voorbehouden aan de alleen voorgedragen candidaten.

Boven elke volledige of onvolledige lijst en boven elken naam der alleenstaande candidaten, staat er een vakje voor de stemming. Een dergelijk doch kleiner vakje staat nevens den naam van elken candidaat behoorende tot een volledige of onvolledige lijst. Een arabisch cijfer, overeenstemmend met het volgnummer van de lijst of van den naam van den alleenstaanden candidaat, staat in vette letter gedrukt bovenaan elke lijst of nevens het vakje boven den naam van den alleenstaanden candidaat.

De vakjes voor de stemming zijn zwart en hebben in het midden een kleinen cirkel van dezelfde kleur als het papier.

Dit alles overeenkomstig model II, bij de tegenwoordige wet gevoegd.

ART. 13.

Bij de verkiezingen voor de hernieuwing der provincieraden, mogen de candidaten eener lijst, met de toestemming der kiezers die ze hebben voorgedragen, verklaren zich, voor de verdeeling der zetels, te groepeeren met de bij naam aangeduide candidaten van lijsten welke in andere kiesdistricten van hetzelfde bestuursarrondissement werden voorgedragen.

En cas d'application de cette disposition, le bureau principal siégeant au chef-lieu de l'arrondissement administratif, fonctionne en outre comme bureau central d'arrondissement pour la répartition des sièges entre les listes. Les déclarations de groupement sont faites, reçues et publiées, conformément aux articles 269 et 274 du Code électoral.

Les dispositions des articles 268 à 278 de ce Code visant, d'une part, la province et le bureau central provincial et, d'autre part, les arrondissements de la province, s'appliquent respectivement, en ce qui concerne l'élection provinciale, d'une part, à l'arrondissement administratif et au bureau central d'arrondissement et, d'autre part, aux districts électoraux.

ART. 14.

L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote. S'il adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qui a son appui, il marque son vote dans la case placée en tête de cette liste. S'il veut modifier cet ordre, il donne un vote nominatif au candidat de son choix. Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire ou que l'électeur veut donner son suffrage à un candidat isolé, il marque son vote dans la case placée au-dessus du nom du candidat.

Tout bulletin contenant plus d'un suffrage est nul.

ART. 15.

Si le district électoral est formé d'un seul canton, le pli contenant

In geval van toepassing dezer bepaling, werkt het hoofdbureel, hetwelk zetelt in de hoofdplaats van het bestuursarrondissement, bovendien als centraal arrondissementsbureel voor de verdeling der zetels onder de lijsten. De groepeeringsverklaringen worden gedaan, ontvangen en afgekondigd, overeenkomstig artikelen 269 en 274 van het Kieswetboek.

De bepalingen van artikelen 268 tot 278 van dit Wetboek, waarbij eenerzijds de provincie en het provinciaal centraal bureel, en anderzijds de arrondissementen der provincie bedoeld worden, zijn onderscheidenlijk, wat de provincieverkiezing betreft, van toepassing op het bestuursarrondissement en het centraal arrondissementsbureel eenerzijds en op de kiesdistricten anderzijds.

ART. 14.

De kiezer mag slechts één enkele stem uitbrengen. Treedt hij de orde van candidaatstelling bij der door hem ondersteunde lijst, dan zet hij zijn stem in het vakje bovenaan deze lijst. Indien hij deze orde wil wijzigen, geeft hij een naamstem aan den candidaat zijner keuze. Valt er slechts een lid te verkiezen of wil de kiezer zijn stem geven aan een alleenstaanden candidaat, dan brengt hij zijn stem uit in het vakje boven den naam van den candidaat.

Elke stembrief waarop meer dan een stem is uitgebracht, geldt niet.

ART. 15.

Indien het kiesdistrict uit een enkel kanton bestaat, wordt het

le tableau de recensement visé aux articles 186 et 260 du Code électoral est porté, aussitôt le dépouillement terminé, par le président accompagné des témoins, au bureau principal qui procède immédiatement au recensement général des voix, conformément à l'article 189 du Code électoral.

Si les résultats du dépouillement ne sont pas parvenus au bureau principal pour toutes les sections du district électoral avant 9 heures du soir, le recensement ou la continuation du recensement est, sauf décision contraire prise de l'assentiment unanime des membres du bureau, remis au lendemain matin, à 9 heures. La garde des tableaux de recensement est assurée par le président du bureau principal.

Si le district électoral est formé de plusieurs cantons, les tableaux de recensement sont envoyés par la poste au président du bureau principal, conformément à l'article 187 du Code électoral et les opérations du recensement ont lieu le lendemain, comme il est dit à l'article 186 de ce code.

ART. 16.

L'élection des conseillers provinciaux se fait en un seul tour de scrutin.

ART. 17.

Dans les districts électoraux où il n'a pas été fait usage de la faculté de groupement donnée aux candidats par l'article 13, la répartition des sièges et la désignation des élus se font conformément aux articles

omslag waarin de optellingstabel, bedoeld bij artikel 186 en 260 van het Kieswetboek, vervat is, dadelijk na beëindiging der opneming, door den voorzitter vergezeld van de getuigen, naar het hoofdbureel gedragen, hetwelk onmiddellijk overgaat tot de algemeene optelling der stemmen, overeenkomstig artikel 189 van het Kieswetboek.

Zoo de uitslagen der opneming, voor al de afdeelingen van het kiesdistrict, niet vóór 9 uur 's avonds op het hoofdbureel zijn toegekomen, wordt, tenzij de leden van het bureel er eenparig anders over beslissen de optelling of de voorzetting der optelling uitgesteld tot den volgende dag te 9 uur 's morgens. De voorzitter van het hoofdbureel zorgt voor de bewaring der optellingstabellen.

Bestaat het kiesdistrict uit verschillende kantons, dan worden de optellingstabellen per post naar den voorzitter van het hoofdbureel verzonden, overeenkomstig art. 187 van het Kieswetboek en de optellingsverrichtingen hebben des andersdaags plaats, zooals het gezegd is bij art. 186 van dit Wetboek.

ART. 16.

De verkiezing der provincieraadsleden geschiedt in een enkele stemming.

ART. 17.

In de kiesdistricten waar er geen gebruik gemaakt is van het recht tot groepeerings aan de kandidaten bij art. 13 toegestaan, wordt de verdeling der zetels en de aanduiding der verkozenen gedaan overeenkom-

263, 264 et 265 du Code électoral.

ART. 18.

Dans les districts où il a été fait usage de cette faculté prévue à l'article 13, il est fait application des articles 275 à 278 du Code électoral, sauf les modifications ci-après :

A. Le bureau principal de chacun des districts, au lieu de procéder de la manière indiquée aux articles 263 et 275 du Code électoral, divise le total général des votes valables par le nombre des sièges à conférer dans le district. Le quotient indique le nombre de voix donnant immédiatement droit à un siège. Le bureau assigne à chaque liste autant de sièges que son chiffre électoral comprend de fois le dit quotient. A cet effet, il divise les chiffres électoraux par ce quotient, sans pousser la division jusqu'aux décimales. Il inscrit, pour chacune des listes, en regard du nombre de sièges qui lui sont ainsi attribués en première répartition, le reste de la division, c'est-à-dire le nombre de voix non encore utilisé.

Procès-verbal de ces opérations est adressé immédiatement au président du bureau central d'arrondissement, les autres pièces devant seules être envoyées au greffier de la province, conformément à l'article 20 ci-après.

B. Le bureau central d'arrondissement, de son côté, réuni le lendemain à midi, procède conformément aux articles 276 et suivants du Code électoral, sauf qu'au lieu d'inscrire des fractions de siège dans les colonnes prévues à l'avant-

stig art. 263-264-265 van het Kieswetboek.

ART. 18.

In de districten waar er van dit reelt, voorzien bij art. 13, gebruik gemaakt is, worden art. 275 tot 278 van het Kieswetboek toegepast, behoudens navolgende wijzigingen :

A. Het hoofdbureel van elk der districten, in stead van te werk te gaan op de wijze aangeduid bij artikelen 263 en 275 van het Kieswetboek, deelt het algemeen getal geldige stemmen door het aantal in het district te begeben zetels. Het quotient bepaalt het aantal stemmen welke onmiddellijk op een zetel recht geven. Het bureel kent aan elke lijst zooveel zetels toe als het genoemd quotient keeren begrepen is in haar kiescijfer. Te dien einde deelt het de kiescijfers door dit quotient zonder de deeling tot de decimale getallen voort te zetten. Voor elk der lijsten schrijft het, tegenover het aantal zetels welke haar aldus bij de eerste verdeling zijn toegekend, het overschot der deeling in, dit wil zeggen het aantal nog niet gebruikte stemmen.

Proces-verbaal dezer verrichtingen wordt onmiddellijk gezonden naar den voorzitter van het centraal arrondissementsbureel, daar de andere stukken alleen naar den provinciegriffier moeten gezonden worden, overeenkomstig artikel 20 hieronder.

B. Het centraal arrondissementsbureel van zijn kant, vergaderd des anderdaags 's middags, gaat te werk overeenkomstig artikel 276 en volgende van het Kieswetboek, behalve dat in plaats van zetelbreu-

dernier alinéa de l'article 277, il y inscrit les excédents de voix non représentées inscrits aux procès-verbaux des districts visés ci-dessus, en les rangeant suivant l'ordre de leur importance et en indiquant en regard de chacun d'eux le nom du district auquel il se rapporte.

C. Si un groupe électoral a droit à plus de sièges complémentaires qu'il ne compte le listes, l'attribution d'un second siège à l'une d'elles (la première dans l'ordre indiqué au littéra B ci-dessus), ne se fera qu'après que les autres listes du groupe auront toutes obtenu un premier siège complémentaire.

ART. 19.

Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, — sans qu'il y ait à distinguer s'il y a eu ou non dans l'arrondissement des groupements de listes — sont déclarés premier, deuxième, troisième suppléants, etc. les candidats non élus titulaires qui ont obtenu le plus grand nombre de voix ou, en cas de parité de voix, dans l'ordre d'inscription au bulletin de vote. Préalablement à cette désignation, le bureau ayant désigné les titulaires, procède à une nouvelle attribution individuelle des votes de listes favorables à l'ordre de présentation, cette attribution se faisant de la même façon que la précédente, mais en commençant par le premier des candidats non-élus dans l'ordre de présentation.

ken aan te teekenen in de kolommen voorzien bij het voorlaatste alinea van artikel 277, het er de niet vertegenwoordigde stemoverschotten inschrijft, welke vermeld staan in de processen-verbaal van hoogerbedoelde districten, mits ze te rangschikken volgens de orde hunner belangrijkheid en nevens elk hunner den naam van het district waarop het overschot betrekking heeft, aan te duiden.

C. Zoo een kiesgroep recht heeft op meer aanvullende zetels dan zij lijsten telt, zal de toekenning van een tweede zetel aan een dezer lijsten (de eerste in de orde aangeduid bij letter B hierboven) slechts gedaan worden nadat de andere lijsten van de groep elk een eerste aanvullende zetel bekomen hebben.

ART. 19.

Voor elke lijst, waarvan een of meer kandidaten verkozen zijn, — zonder dat er onderscheid diene gemaakt of er in het arrondissement al of niet lijstgroepeeringen geweest zijn — worden de niet tot titularis verkozen kandidaten die het grootste getal stemmen bekomen hebben of bij staking van stemmen, volgens de inschrijvingsorde op den stembrief, eerste, tweede, derde plaatsvervanger, enz. benoemd. Als het bureel de titularissen heeft aangewezen en vóór de aanduiding der plaatsvervangers, doet het een nieuwe persoonlijke toekenning der lijststemmen, gunstig voor de orde van candidaatstelling; deze toekenning geschiedt op dezelfde manier als de vorige, doch mits te beginnen met den eerste der niet-verkozen kandidaten in de orde van candidaatstelling.

Le nombre des conseillers suppléants ne peut, dans aucune liste, dépasser celui des titulaires élus ni excéder le maximum de cinq.

ART. 20.

Le procès-verbal de l'élection dressé conformément aux prescriptions des art. 167 et 193 du Code électoral et accompagné des pièces mentionnées à cet article est adressé dans les deux jours au greffier de la province. Il en est de même pour les procès-verbaux visés au dernier alinéa de l'art. 18, litt. A.

Le Conseil provincial peut, s'il le juge nécessaire, se faire produire ces pièces ainsi que celles dont l'art. 194 du Code électoral prescrit l'envoi au greffe du tribunal ou de la justice de paix.

TITRE III.

De l'éligibilité et des incompatibilités.

ART. 21.

Pour pouvoir être élu et rester conseiller provincial, il faut, sans distinction de sexe :

- 1° Être Belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation ;
- 2° Être âgé de 25 ans accomplis ;
- 3° Être domicilié dans la province.

N'est pas éligible la femme mariée, veuve ou divorcée qui n'a acquis la qualité de Belge que par son mariage ou qui, par son ma-

Voor geen enkele lijst mag het aantal plaatsvervangende raadsleden dat der verkozen titularissen overtreffen noch het maximum vijf te boven gaan.

ART. 20.

Het proces-verbaal der verkiezing, opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van artikelen 167 en 193 van het Kieswetboek en vergezeld van de bij dit artikel opgegeven stukken, wordt binnen de twee dagen naar den griffier der provincie gezonden. Dit geldt ook voor de processen-verbaal bedoeld bij het laatste alinea van artikel 18, letter A.

De provincieraad kan, zoo hij het noodig acht, zich deze stukken doen overleggen alsmede die, welke ingevolge artikel 194 van het Kieswetboek ter griffie van de rechtbank of van het vredegerecht moeten gezonden worden.

TITEL III.

Over de verkiesbaarheid en de onverenbaarheden.

ART. 21.

Om tot provincieraadslid te kunnen gekozen worden en het te blijven moet men, zonder onderscheid van kunne :

- 1° Belg zijn van geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben ;
- 2° Ten volle 25 jaar oud zijn ;
- 3° Zijn woonplaats in de provincie hebben.

Is niet verkiesbaar de gehuwde vrouw, weduwe of uit den echt gescheiden, die de hoedanigheid van Belg enkel door haar huwelijk ver-

riage, a perdu cette qualité et ne l'a pas recouvrée.

Les conditions d'éligibilité doivent être réunies avant l'expiration du terme fixé pour la présentation des candidats.

ART. 22.

Ne sont pas éligibles ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation, ceux qui sont exclus de l'électorat par l'art. 20 du Code électoral et ceux qui sont frappés de la suspension des droits électoraux par application des numéros 1°, 2° et 4° à 12° de l'art. 21 du même code.

ART. 23.

Ne peuvent être membres du Conseil provincial :

1° Les membres de la Chambre des Représentants ou du Sénat ;

2° Le gouverneur de la province, le greffier provincial et les commissaires d'arrondissement ;

3° Les juges de paix, les membres des tribunaux de première instance et des cours d'appel, ainsi que les officiers des parquets près des cours et tribunaux ;

4° Les agents du Trésor, les receveurs ou les agents comptables de l'État ou de la province ;

5° Les secrétaires communaux et les receveurs communaux ;

6° Les fonctionnaires et employés du gouvernement provincial, des commissariats d'arrondissement et des administrations communales.

Les conseillers provinciaux ne peuvent être présentés comme can-

worven heeft of die, door haar huwelijk, deze hoedanigheid verloren en niet teruggekregen heeft.

Aan de vereischten van verkiesbaarheid moet voldaan zijn vóór het einde van den termijn, vastgesteld voor de candidaatstelling.

ART. 22.

Zijn niet verkiesbaar, zij die, bij veroordeeling, van het recht van verkiesbaarheid beroofd zijn, zij die door artikel 20 van het Kieswetboek buiten het kiesrecht gesloten zijn en zij wier kiesrechten geschorst zijn bij toepassing van nummers 1, 2 en 4 tot 12 van artikel 21 van hetzelfde Wetboek.

ART. 23.

Mogen geen lid zijn van den provincieraad :

1° De leden der Kamer van Volksvertegenwoordigers of van den Senaat ;

2° De Gouverneur der provincie, de provinciegriffier en de arrondissementscommissarissen ;

3° De vrederechters, de leden van de rechtbanken van eersten aanleg en van de Beroepshoven, alsmede de officiers der parketten bij de Hoven en rechtbanken ;

4° De agenten der Schatkist, de ontvangers of de rekenplichtigen van den Staat of van de provincie ;

5° De gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers ;

6° De ambtenaars en beambten van het provinciebestuur, van de arrondissementscommissariaten en van de gemeentebesturen.

De provincieraadsleden mogen door den raad, waarvan zij lid zijn,

didats pour les places de l'ordre judiciaire par le conseil dont ils sont membres, qu'une année au moins après la cessation de leur mandat.

ART. 24.

Si des conjoints ou des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, sont élus conseillers par le même collège électoral, celui qui aura obtenu le plus de voix et, en cas de parité, le plus âgé d'entre eux est seul admis à siéger au Conseil.

Pour l'application de cette disposition, on considérera comme attribués à l'élu, de part et d'autre, tous les votes de liste qui ont été attribués par la dévolution aux candidats qui le suivent dans l'ordre des présentations.

Si deux conjoints, parents ou alliés ont été élus, l'un conseiller effectif, l'autre conseiller suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier, à moins que la vacance qui l'appelle à siéger soit antérieure à l'élection de son parent ou allié.

Entre suppléants que des vacances appellent à siéger, la priorité se détermine en ordre principal par l'antériorité de la vacance.

L'alliance survenue ultérieurement entre les conseillers élus par le même collège n'emporte pas révocation de leur mandat. Il n'est pas de même du mariage entre les membres du conseil.

niet als kandidaten voorgesteld worden voor de plaatsen der rechterlijke orde, tenzij minstens één jaar na ophouding van hun mandaat.

ART. 24.

Indien echtgenoten of bloed- of aanverwanten tot en met den tweeden graad, door hetzelfde kiescollege tot raadslid worden verkozen, mag degene die het meest stemmen zal bekomen hebben, en in geval van staking, de meest bejaarde onder hen, alleen zitting in den raad nemen.

Voor het toepassen dezer bepaling zal men al de lijststemmen, welke door de overdracht werden toegekend aan de kandidaten die op den gekozone in de orde der candidaatsstellingen volgen, aanzien als aan dezen laatste van weerszijde toegekend.

Indien twee bloed- of aanverwanten werden verkozen, de eene tot werkelijk raadslid, de andere tot raadslid plaatsvervanger, wordt het verbod zitting te nemen slechts tegen dezen laatste ingeroepen, tenzij de plaats, welke hij moet bekleeden, opengevallen ware vóór de verkiezing van zijnen bloed- of aanverwant.

Tusschen plaatsvervangers, die opengevallen plaatsen moeten bezetten wordt, in hoofdregel, de voorrang bepaald door de eerst opengevallen plaats.

De aanverwantschap, die later tot stand komt tusschen de leden van den raad, verkozen door hetzelfde college, brengt het vervallen van hun mandaat niet mede. Dit geldt niet voor het huwelijk tusschen de leden van den raad.

L'alliance est censée dissoute par le décès de la femme du chef de laquelle elle provient.

ART. 25.

Ne peuvent être membres de la Députation permanente du Conseil provincial :

- 1° Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire;
- 2° les ministres des cultes;
- 3° les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées et des mines;
- 4° les employés de l'administration;
- 5° les personnes chargées de l'instruction publique, salariées par l'État, la province ou la commune;
- 6° les membres des administrations des villes et communes, les receveurs des administrations des pauvres, des hospices et bureaux de bienfaisance;
- 7° les fonctionnaires directement subordonnés au Gouverneur, au conseil ou à la députation;
- 8° les notaires.

ART. 26.

Les membres d'un conseil provincial, soit conjoints soit parents l'un de l'autre jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou alliés au même degré, ne peuvent faire simultanément partie de la députation permanente de ce conseil.

L'alliance survenue au cours d'un mandat n'y met pas fin.

Il n'en est pas de même du mariage entre membres de la députation permanente.

De aanverwantschap wordt geacht te zijn ontbonden door het overlijden van de vrouw, waardoor zij tot stand kwam.

ART. 25.

Mogen geene leden zijn van de bestendige deputatie des provincieraads :

- 1° De ambtenaars der rechterlijke orde;
- 2° De bedienaars der eerediensten;
- 3° De ingenieurs en conducteurs van bruggen en wegen en van mijnen;
- 4° De beambten van het beheer;
- 5° De personen belast met het openbaar onderwijs, bezoldigd door den Staat, de provincie of de gemeente;
- 6° De leden der stads- en gemeentebesturen, de ontvangers der armbesturen, der godshuizen en bureellen van weldadigheid;
- 7° De ambtenaars die rechtstreeks onder het gezag staan van den Gouverneur, den raad of de deputatie;
- 8° De notarissen.

ART. 26.

De leden van een provincieraad, hetzij echtgenooten, hetzij bloedverwanten onder elkander tot en met den vierden graad, of aanverwanten in denzelfden graad, mogen niet gelijktijdig deel uitmaken van de bestendige deputatie van den raad.

De aanverwantschap, in den loop van een mandaat tot stand gekomen, stelt er geen einde aan.

Dit geldt niet voor het huwelijk tusschen leden der bestendige deputatie.

TITRE IV.

Dispositions organiques.

ART. 27.

Le réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement *intégral* des conseils provinciaux a lieu de plein droit, tous les huit ans, le premier dimanche qui suit la date du 4 juin, à moins que ce dimanche ne soit celui de la Pentecôte ou que des élections législatives n'aient eu lieu le dimanche précédent, auquel cas l'élection est remise à huitaine.

ART. 28.

Le conseil provincial statue sur la validité des élections provinciales; il vérifie les pouvoirs de ses membres titulaires et suppléants et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

ART. 29.

Toute réclamation contre l'élection doit être adressée au conseil provincial avant la vérification des pouvoirs.

ART. 30.

En cas d'annulation d'une élection, toutes les opérations doivent être recommencées, y compris les présentations de candidats.

Toutefois, lorsque les élections dans plusieurs districts d'un même arrondissement sont liées par le groupement visé à l'article 13 et que les causes d'annulation de l'élection dans l'un des districts ne peuvent rendre douteuses l'exactitude et la

TITEL IV.

Inrichtingsbepalingen.

ART. 27.

De gewone vergadering der kiezers, ten einde over te gaan tot de *algeheele* hernieuwing der provincieraden, heeft van rechtswege plaats, om de acht jaar, den eersten Zondag na 4 Juni, tenzij deze Zondag op Sinksen valt of hetzij de wetgevende verkiezingen den vorigen Zondag hebben plaats gehad, in welk geval de verkiezing acht dagen wordt verschoven.

ART. 28.

De provincieraad doet uitspraak over de geldigheid der provincieverkiezingen; hij onderzoekt de geloofsbrieven zijner titelvoerende en plaatsvervangende leden en beoordeelt de betwistingen welke daaromtrent oprijzen.

ART. 29.

Elk bezwaar tegen de verkiezing moet den provincieraad worden toegezonden vóór het onderzoek der geloofsbrieven.

ART. 30.

In geval van nietigverklaring eener verkiezing, moeten al de verrichtingen, de candidaatstellingen inbegrepen, herbegonnen worden.

Wanneer evenwel de verkiezingen in verschillende districten van eenzelfde arrondissement door de bij artikel 13 bedoelde groepeeringsverbanden zijn, en de oorzaken van nietigverklaring der verkiezing in een der districten het in twijfel

sincérité des résultats actés dans les autres districts, le conseil provincial peut valider les élections de ceux-ci *en ce qui concerne uniquement les sièges attribués en première répartition* par application de l'article 18, littera A et réserver sa décision pour les mandats conférés en seconde répartition jusqu'au moment de la vérification des pouvoirs relative aux nouvelles élections ordonnées dans le district où les opérations électorales ont été annulées.

Les déclarations de groupement antérieurement faites valablement conservent leur effet dans l'élection nouvelle pour les listes dont la composition est restée identique. Elles ne seront donc pas renouvelées et il n'en peut être admis de nouvelles.

Le bureau central d'arrondissement, lors de la nouvelle élection, sera remis en possession des anciens procès-verbaux visés à l'article 18, littera A, 2^e alinéa, à l'effet de pouvoir établir les nouveaux chiffres électoraux des groupes de listes, faire les classements de listes dans l'ordre prescrit au littera B de l'article 18, et, d'une manière générale, procéder aux opérations indiquées à ce littera, tant en ce qui concerne le district où les élections ont été recommencées que pour les districts où des sièges complémentaires restent à attribuer.

ART. 31.

Les conseillers provinciaux sont élus pour le terme de huit ans, à compter du premier mardi du mois

trekken der nauwkeurigheid en echtheid van de in de andere districten geboekte uitslagen onmogelijk maakt, dan kan de provincieraad de verkiezingen dezer laatste, *voor wat alleen de bij eerste verdeling toegekende zetels betreft*, geldig verklaren bij toepassing van artikel 18, letter A en voor de bij tweede verdeling toegekende mandaten kan hij zijn beslissingen voorbehouden tot op het oogenblik van het onderzoek der geloofsbriefven betreffende de nieuwe verkiezingen welke in het district, waar de kiesverrichtingen zijn nietigverklaard, bevolen zijn.

De groepeeringsverklaringen, te voren geldig gedaan, blijven, voor de lijsten waarvan de samenstelling niet veranderd is, van kracht bij de nieuwe verkiezing. Zij zullen dus niet hernieuwd en er mogen geen nieuwe aangenomen worden.

Bij de nieuwe verkiezing zal het centraal arrondissementsbureau terug in het bezit gesteld worden der oude processen-verbaal, bedoeld bij artikel 18, letter A, 2^e alinea, ten einde de nieuwe kiescijfers der lijstgroepen te kunnen vaststellen, de lijstindeelingen te doen in de bij letter B van artikel 18 voorgeschreven orde, en, in 't algemeen, over te gaan tot de verrichtingen bij deze letter aangeduid, zoowel wat het district betreft waar de verkiezingen herbegonnen werden als voor de districten waar aanvullende zetels toe te kennen blijven.

ART. 31.

De provincieraadsleden worden gekozen voor een termijn van acht jaar, te rekenen van den eersten

de juillet qui suit leur élection. Ils sont rééligibles.

Les conseillers sont renouvelés *intégralement* tous les huit ans.

ART. 32.

Les conseillers nouvellement élus entrent en fonctions à la première réunion ordinaire ou extraordinaire du conseil provincial.

ART. 33.

Lorsque le conseil provincial est réuni, il a seul le droit de recevoir la démission de ses membres. Lorsqu'il n'est pas réuni, la démission peut être adressée à la députation permanente du conseil.

ART. 34.

En cas de vacance par option, démission, décès ou autrement, si le siège devenu vacant doit être occupé par un suppléant, il est procédé à l'installation de celui-ci à la première réunion ordinaire ou extraordinaire du conseil provincial. Préalablement à l'installation, le conseil provincial procède à une vérification de pouvoirs complémentaire au point de vue exclusif de la conservation des conditions d'éligibilité.

A défaut de suppléant, il est pourvu à la vacance avant l'époque de la session ordinaire du Conseil provincial.

Si la vacance se produit moins de 30 jours avant l'ouverture de la session ordinaire ou dans le cours de celle-ci, la réunion du collège électoral a lieu dans les quarante jours.

Dinsdag der maand Juli na hun verkiezing. Zij zijn herkiesbaar.

De raden worden om de acht jaar *geheel* hernieuwd.

ART. 32.

De nieuw verkozen raadsleden treden in bediening bij de eerste gewone of buitengewone vergadering des provincieraads.

ART. 33.

Wanneer de provincieraad vergaderd is, heeft hij alleen het recht het ontslag zijner leden te ontvangen. Wanneer hij niet vergaderd is, mag het ontslag naar de bestendige deputatie van den raad gezonden worden.

ART. 34.

Zoo eene plaats door voorkeus, ontslag, overlijden of anderszins openvalt en de opengevallen zetel door een plaatsvervanger moet bezet worden, wordt er tot de aanstelling van dezen laatste overgegaan bij de eerste gewone of buitengewone vergadering van den provincieraad. Vóór de aanstelling doet de provincieraad, wat uitsluitend het behouden van de vereischten van verkiesbaarheid betreft, een aanvullend onderzoek van geloofsbriefven.

Is er geen plaatsvervanger, dan wordt er in de opengevallen plaats voorzien vóór het tijdstip van den gewonen zitting des provincieraads.

Zoo de plaats min dan dertig dagen vóór de opening van den gewonen zitting of in den loop van dezen openvalt, heeft de vergadering van het kiescollege plaats binnen de veertig dagen.

La convocation extraordinaire du collège se fait en vertu soit d'une décision du conseil provincial ou de la députation permanente, soit d'un arrêté royal. La décision ou l'arrêté fixe la date de l'élection à un dimanche.

ART. 35.

Lorsqu'un conseiller est décédé ou lorsqu'il sort du conseil avant le terme de ses fonctions, celui qui le remplace ne siège que jusqu'à l'expiration de ce terme.

TITRE V.

Dispositions diverses.

ART. 36.

Les dispositions des titres VI (des pénalités) et VII (de la sanction de l'obligation du vote) du Code électoral sont applicables aux élections pour la province.

L'absence à une élection provinciale succédant à une absence à une élection législative ou communale et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive.

ART. 37.

Les deux premiers alinéas de l'article 68 du Code électoral sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Les listes sont dressées dans l'ordre alphabétique des noms pour toute la commune ou pour chaque section de commune. Elles mentionnent en regard des nom, prénoms et profession de chaque électeur.....

De buitengewone bijeenroeping van het college gebeurt krachtens, hetzij eene beslissing van den provincieraad of van de bestendige deputatie, hetzij een Koninklijk besluit. De beslissing of het besluit bepaalt den datum der verkiezing op een Zondag.

ART. 35.

Wanneer een raadslid overleden is of uit den raad treedt vóór het einde zijner bediening, heeft degene die hem vervangt slechts zitting tot het einde van dezen termijn.

TITEL V.

Verschillende bepalingen.

ART. 36.

De bepalingen van titel VI (van de straffen) en VII (van de bekrachtiging der stemverplichting) van het Kieswetboek zijn toepasselijk op de provincieverkiezingen.

De afwezigheid bij eene provincieverkiezing, volgende op een afwezigheid bij eene wetgevende of gemeenteverkiezing, en omgekeerd, stelt den overtreder niet in staat van hervalling.

ART. 37.

De twee eerste alinea's van artikel 68 van het Kieswetboek worden vervangen door volgende alinea :

« De lijsten worden opgemaakt » volgens de alphabetische orde der » namen voor gansch de gemeente » of voor iedere wijk van gemeente. » Zij vermelden, tegenover den » naam, de voornamen en het be- » roep van elken kiezer...

ART. 38.

L'art. 2 de la loi provinciale du 30 avril 1836 est remplacé par les art. 1^{bis} et 2 ci-après :

« Art. 1^{bis}. — Le Conseil provincial est composé de :

50 membres dans les provinces de moins de 250,000 habitants;

60 membres dans les provinces de 250,000 à 500,000 habitants;

70 membres dans les provinces de 500,000 à 750,000 habitants;

80 membres dans les provinces de 750,000 à 1,000,000 d'habitants;

90 membres dans les provinces de 1,000,000 d'habitants et au-dessus ».

« Art. 2. — Le Conseil provinciale est élu directement par les collèges électoraux. Les élections se font par districts ayant pour limites celles des cantons électoraux visés à l'art. 137 du Code électoral. Un district peut comprendre deux ou plusieurs cantons électoraux. Le groupement de ceux-ci, la désignation des chefs-lieux de district, le nombre des conseillers attribués à chaque district, sont fixés conformément au tableau annexé à la présente loi. Toutefois, la répartition des conseillers entre les districts électoraux sera révisée et mise en rapport avec la population au plus tard dans les deux années qui suivront chaque recensement général de la population du Royaume. »

ART. 38.

Artikel 2 der provinciewet van 30 April 1836 wordt vervangen door artikelen 1^{bis} en 2 hieronder :

« Art. 1^{bis}. — De provincieraad bestaat uit :

50 leden in de provinciën van min dan 250,000 inwoners;

60 leden in de provinciën van 250,000 tot 500,000 inwoners;

70 leden in de provinciën van 500,000 tot 750,000 inwoners;

80 leden in de provinciën van 750,000 tot 1,000,000 inwoners;

90 leden in de provinciën van 1,000,000 inwoners en daarboven. »

» Art. 2. — De provincieraad wordt rechtstreeks door de kiescolleges verkozen. De verkiezingen geschieden per districten, welke dezelfde grenzen hebben als de kieskantons, bedoeld bij artikel 137 van het Kieswetboek. Een district mag twee of meer kieskantons omvatten. De groepeeringsdezer, de aanduiding der districtshoofdplaatsen, het aantal aan elk district toegewezen raadsleden, worden bepaald overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabel. De verdeeling der raadsleden onder de kiesdistricten zal evenwel, ten laatste binnen de twee jaar na de algemeene volkstelling des Rijks, herzien en in verhouding met de bevolking gebracht worden. »

ART. 39.

La loi du 22 avril 1898 ainsi que les articles 190 et 191 du code électoral sont abrogés.

Disposition transitoire.

Les conseils provinciaux actuels seront dissous par un arrêté royal qui pourvoira à la convocation des collèges électoraux pour le renouvellement intégral des conseils provinciaux ainsi qu'à l'installation des nouveaux conseils.

Donné à Laeken, le 28 mai 1921.

ART. 39.

De wet van 22 April 1898 als ne-
de artikelen 190 en 191 van het
Kieswetboek worden ingetrokken.

Overgangsbepaling.

De huidige provincieraden zullen ontbonden worden bij een konink-
lijk besluit, hetwelk in de bijeen-
roeping der kiescolleges voor de al-
geheele hernieuwing der provincie-
raden alsmede in de aanstelling der
nieuwe raadsleden voorziet.

Gegeven te Laken, den 28 Mei
1921.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken,*

H. CARTON DE WIART.

Annexes au projet de loi.

Bijlagen van het wetsontwerp

MODÈLE I.

INSTRUCTIONS
POUR L'ÉLECTEUR.

A. — S'il y a deux ou plusieurs conseillers à élire.

1. Les électeurs sont admis au vote de 8 heures du matin à 1 heure de l'après-midi. A l'ouverture du scrutin ou au cours des opérations le président peut, s'il le juge utile, faire procéder à un appel des électeurs dans l'ordre où ils sont inscrits sur la liste affichée en vertu de l'article 160 du Code électoral.

L'appel terminé, les électeurs qui n'y ont pas répondu sont admis à voter jusqu'à 1 heure. Toutefois, tout électeur se trouvant avant 1 heure dans le local est encore admis à voter.

2. L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote soit en tête d'une liste ou d'une candidature isolée, soit en regard du nom d'un candidat.

3. Les candidats qui se présentent ensemble sont portés dans une même colonne du bulletin de vote. Les noms des candidats sont inscrits selon l'ordre des présentations. Toutes les listes sont classées dans le bulletin dans l'ordre indiqué par le sort. La dernière colonne est réservée aux candidats présentés isolément.

MODEL I.

ONDERRICHTINGEN VOOR
DEN KIEZER.

A. — Indien er twee of meer raadsleden te verkiezen zijn.

1. De kiezers worden, tot de stemming toegelaten van 8 uur 's morgens tot 1 uur 's namiddags. Bij den aanvang der stemming of gedurende de verrichtingen, mag de voorzitter, indien hij het nuttig oordeelt, doen overgaan tot een naamafroeping der kiezers, in de orde hunner inschrijving op de lijst, aangeplakt krachtens artikel 160 van het Kieswetboek.

Na de naamafroeping worden de kiezers, die er niet op antwoordden, tot 1 uur tot de stemming toegelaten. Nochtans wordt elke kiezer, die zich *vóór 1 uur* in het lokaal bevindt, nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer mag slechts een enkele stem uitbrengen, hetzij bovenaan een lijst of een alleenstaande candidatuur, hetzij tegenover den naam van een kandidaat.

3. De kandidaten die zich te zamen voorstellen, worden in een zelfde kolom van den stembrief opgenomen. De namen der kandidaten worden ingeschreven volgens de orde der candidaatstellingen. Al de lijsten worden op den stembrief gerangschikt in de orde door het lot bepaald. De laatste kolom wordt voorbehouden aan de alleen voorgedragen kandidaten.

4. Si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats de la liste qui a son appui, il noircit, au moyen du crayon mis à sa disposition, le point clair central de la case placée en tête de la liste de ces candidats.

S'il veut modifier cet ordre, il donne un vote nominatif au candidat de son choix en noircissant, de même, le point clair central de la case placée à la suite du nom du candidat pour lequel il vote.

S'il veut voter en faveur d'un candidat isolé, il noircit de même le point clair central de la case placée au-dessus du nom de ce candidat.

5. L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation, reçoit des mains du président, un bulletin. Après avoir arrêté son vote, il lui montre son bulletin plié en quatre à angles droits le timbre à l'extérieur, et le dépose dans l'urne, après avoir fait estampiller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué, puis il sort de la salle.

6. L'électeur ne peut s'arrêter dans le compartiment-isoloir que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin.

7. Sont nuls : 1° tous bulletins autres que ceux qui ont été remis par le président au moment de voter ; 2° ces bulletins mêmes : a) si l'électeur n'y a marqué aucun nom ; s'il y a noirci le point central de deux ou plusieurs cases réservées au vote ; b) si les formes et dimensions en ont été altérées ou s'ils contiennent à l'intérieur un papier

4. Indien de kiezer de voorstelingsorde van de kandidaten der lijst, waarvoor hij wil kiezen, aanvaardt, dan maakt hij door middel van het potlood dat te zijner beschikking is, het stipje zwart in het vakje bovenaan de lijst dezer kandidaten.

Wil hij deze orde wijzigen, dan geeft hij een naamstem aan den candidaat zijner keuze, door evenzoo het stipje zwart te maken in het vakje nevens den naam van den candidaat waarvoor hij stemt.

Wil hij stemmen ten gunste van een alleenstaanden candidaat, dan maakt hij, op dezelfde wijze, het stipje zwart in het vakje boven den naam van dezen candidaat.

5. Na overhandiging van zijn oproepingsbrief ontvangt de kiezer een stembrief uit de handen van den voorzitter. Na zijn stemming te hebben uitgebracht, toont hij aan den voorzitter zijn rechthoekig in vier gevouwen stembrief met den stempel aan de buitenzijde en steekt hem in de bus, na zijn oproepingsbrief te hebben doen stempelen door den voorzitter of den daartoe gemachtigden bijzitter, dan verlaat hij de zaal.

6. De kiezer mag in het stemhokje niet langer verblijven dan noodig is om zijn stembrief in te vullen.

7. Zijn ongeldig : 1° alle andere stembrieven dan die, welke de voorzitter heeft overhandigd op het oogenblik der stemming ; 2° deze stembrieven zelf : a) indien de kiezer op geen enkelen naam gestemd heeft ; indien hij het stipje van twee of meer stemvakjes heeft zwart gemaakt ; b) indien de vormen en afmetingen er van veranderd wer-

ou un objet quelconque; c) si une rature, un signe ou une marque non autorisée par la loi peut rendre l'auteur du bulletin reconnaissable.

8. Celui qui vote sans en avoir le droit ou qui vote pour autrui est punissable.

B. — S'il n'y a qu'un conseiller à élire.

1. Comme ci-dessus.

2. L'électeur ne peut voter que pour un seul candidat.

3. Les noms des candidats sont inscrits dans le bulletin à la suite les uns des autres sur une même ligne horizontale dans l'ordre indiqué par le sort.

4. L'électeur marque son vote en faveur du candidat de son choix en noircissant au moyen du crayon mis à sa disposition, le point clair central de la case placée au-dessus du nom de ce candidat.

5. Comme ci-dessus.

6. Comme ci-dessus.

7. Sont nuls : 1° tous bulletins autres que ceux qui ont été remis par le président au moment de voter; 2° ces bulletins mêmes : a) si l'électeur n'y a marqué aucun nom ou s'il y a marqué plus d'un nom; b) si les formes... (etc., comme ci-dessus).

8. Comme ci-dessus.

den of indien zij een papier of eenig ander voorwerp bevatten; c) indien een doorhaling, een teeken of een merk, door de wet niet toegelaten, den kiezer kan doen kennen.

8. Wie stemt zonder daartoe het recht te hebben of in eens andersmans plaats stemt, is strafbaar.

B. — Indien er slechts één raads-lid te verkiezen is.

1. Als hierboven.

2. De kiezer mag slechts voor één enkelen candidaat stemmen.

3. De namen der candidaten worden op den stembrief achter-eenvolgens op een zelfde horizontale lijn ingeschreven, in de volgorde door het lot aangeduid.

4. De kiezer brengt zijn stem uit voor den candidaat zijner keuze, door, met het te zijner beschikking gesteld potlood, het stipje zwart te maken in het stenvak dat boven den naam van dien candidaat staat.

5. Als hierboven.

6. Als hierboven.

7. Zijn ongeldig :

1° Alle andere stembrieven dan die welke de voorzitter op het oogenblik der stemming overhandigd heeft : 2° Deze stembrieven zelf : a) Indien de kiezer er geen enkelen naam op aangeteekend heeft of indien hij meer dan één naam heeft aangeteekend; b) Indien de vormen... (enz., als hierboven).

8. Als hierboven.



(XXIV)

MODÈLE II.
MODEL II.

District électoral de X...

Kiesdistrikt X.

Élections de 8 conseillers provinciaux.

Verkiezing van 8 provincieraadsleden.

Le 19 . .

Den 19 . .

1	2	3	4
Verthols	Maenhout.	Collin.	Nicolas.
Dubois.	Ducange.	Boval-Jean.	Delval, Pierre.
Amman.	Herman.	Cytereist.	Hommen.
	Jacques.	Mabille.	
	Linsack.	Nelson.	
	Deleampo.	Nick.	
	Niemund.	Popin.	
		Geirts.	